

DURANT LES 11 PREMIERS MOIS 2012
**Hausse de près de
92% des importations
de ciment**

P. 6



ACTIVITÉ SISMIQUE, LOTH BONATIROU RASSURE

« **Cela est dû aux
changements
climatiques** »

P. 6

ISSN : 1112-7449

MIDI

L'info, rien que l'info

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Libre

N° 1761 | Lundi 31 décembre 2012 - Prix : 10 DA • www.lemidi-dz.com

*à l'occasion de la nouvelle année
2013, Midi Libre est heureux de
présenter ses meilleurs vœux à
ses lecteurs et annonceurs
et les informe qu'il ne paraîtra
pas demain mardi.*

L'ANNÉE 2012 A ÉTÉ CELLE DES ÉLECTIONS

2013

l'ombre de la présidentielle de 2014

P. 3



RETOUR DES MARCHÉS INFORMELS

Les trottoirs ré"occupés"

*Après avoir déclaré la "guerre" aux marchés informels
installés dans plusieurs villes du pays, le ministère de
l'Intérieur avait affiché sa grande volonté d'éradiquer le
phénomène.*

P. 7

ILS VEULENT AVOIR LE DROIT DE CÉDER LEURS LOCAUX

Sellal interpellé par les commerçants de l'Oref

P. 24

PROJET DE LOI SUR LES CONDITIONS D'EXERCICE
DES ACTIVITÉS COMMERCIALES

Allier la législation à la réalité du terrain

P. 3



6.000 lignes téléphoniques H/S à cause des travaux à Oran

Plus de 6.000 dérangements des lignes téléphoniques ont été provoqués par les travaux, comme ceux de la réalisation du tramway d'Oran ou ceux de la Société de l'eau et d'assainissement d'Oran (SEOR), a-t-on indiqué auprès d'Algérie Télécom d'Oran.

"Les dérangements enregistrés sont également provoqués soit par des travaux effectués à titre individuel par des citoyens ou par le vol des câbles téléphoniques", ajoute-t-on de même source.

Ce chiffre élevé de dérangements témoigne de l'ampleur du problème, d'où l'importance, insiste-t-on, "de doubler les campagnes de sensibilisation en faveur des entreprises travaillant à Oran et des citoyens en vue de faire face à ce problème et améliorer ainsi la qualité des services d'Algérie Télécom".

85% des dérangements causés par les vols de câbles ont été rétablis, grâce à l'intervention rapide des éléments d'Algérie Télécom, alors que quelques localités d'Arzew et de Oued Tlélat restent toujours

650

millions de dinars mobilisés pour le financement de 16 opérations portant sur l'acquisition d'équipements pédagogiques à l'université de Tébessa.

400.000

comprimés de psychotropes saisis dans la nuit de vendredi à samedi, à Sétif, par les éléments de la brigade anti-stupéfiants de la police judiciaire.

121

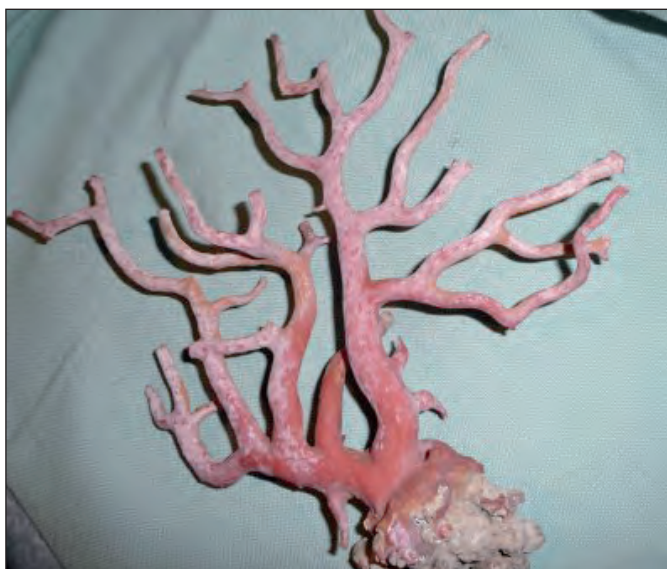
personnes ont péri vendredi en Syrie : 34 rebelles, 43 civils et 44 soldats, a rapporté un bilan provisoire de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme.



isolées, a relevé la même source.

A noter que les opérations de sabotage et de vols de câbles téléphoniques ont coûté 137 millions DA de pertes à Algérie Télécom en 2012 dans les wilayas d'Oran, Aïn Temouchent, Mascara et Mostaganem relevant de la délégation régionale Ouest d'Algérie Télécom.

Saisie de corail, kif et gas-oil à El Tarf



Les services de sécurité ont saisi, vendredi dans la wilaya d'El Tarf, plus de 5 kg de kif traité et 15 kg de corail brut destiné à la contrebande, a-t-on appris, samedi, auprès des services de la Gendarmerie

Monoxyde de carbone, une famille sauvée in extremis à Relizane

Une famille, composée de neuf membres, a été sauvée, dans la nuit de vendredi à samedi à Relizane, d'une mort certaine par asphyxie au gaz (monoxyde de carbone), a-t-on appris des services de la Protection civile.

Les agents de la Protection civile sont intervenus samedi aux alentours de 3 h du matin à hai Castors à Relizane pour porter assistance aux membres de cette famille âgés entre 2 et 38 ans tous victimes d'une asphyxie au gaz à la suite d'une fuite de leur chauffage.

Transférés vers l'hôpital Mohamed- Boudiaf de Relizane, les victimes sont hors de danger, a ajouté la même source.

nationale et de la sûreté de wilaya. Dans l'agglomération frontalière de Seliana (commune de Bouhadjar), les éléments de la Gendarmerie nationale ont saisi 5 kg de kif traité (résine de cannabis) et 3.000 litres de gas-oil, selon la cellule de communication de ce corps de sécurité.

Cette opération a permis l'arrestation de cinq individus impliqués dans ce trafic et la saisie de deux véhicules utilisés pour le transport de cette marchandise prohibée.

De leur côté, les éléments de la sûreté de daïra d'El Kala ont procédé à la saisie, vendredi, lors d'une patrouille de routine au nouveau port de pêche de cette ville, de 15 kg de corail brut destinés à la contrebande, a-t-on indiqué à la cellule de communication de la sûreté de wilaya.

Trois (3) individus impliqués dans ce trafic ont été arrêtés et deux véhicules servant au transport du corail illicitement pêché ont été saisis, selon la même source qui a souligné que les 2 individus interpellés seront présentés devant la juridiction compétente dès la finalisation de l'enquête.

Près de 800 kilogrammes de corail ont été saisis au cours de l'année 2012, a-t-on rappelé.



Moussa Benhamadi :

« Le gouvernement a décidé de suspendre le processus d'octroi de la licence 3G jusqu'à la conclusion du dossier de Djazzy et l'acquisition par l'Etat algérien de 51% des parts de cet opérateur. (...) Si nous voulons que tous les citoyens passent à la 4G, il est nécessaire de passer, d'abord, par cette phase intermédiaire qui est la 3G+. Nous avons consulté les opérateurs et ils sont tous d'accord. L'introduction de la 3G et la 3G+ va réellement améliorer la qualité du service du haut débit et donner une alternative au citoyen pour aller vers des services Internet autres que ceux de la téléphonie fixe. »

Un écureuil saute du 3^e étage sans une égratignure !



Comparé à cet écureuil, l'agent 007 n'a qu'à bien se tenir. Plus fort que James Bond et son armada de gadgets, un écureuil a réussi l'exploit de sauter du troisième étage d'un

immeuble pour atterrir quelques mètres plus bas sans une égratignure ! Cet écureuil n'a ni froid aux yeux, ni peur des acrobaties et il l'a prouvé en réalisant un saut que peu de personnes se seraient risquées à reproduire.

Après avoir accueilli le rongeur dans sa cuisine, l'auteur d'une vidéo s'est amusé à filmer durant un instant ce drôle d'invité surprise qui n'a pas manqué de faire une démonstration de ses talents d'acrobate en sautant et en grimant partout. Après avoir montré beaucoup d'agitation, c'est au moment le plus inattendu que l'animal saute sans crier gare par la fenêtre pour atterrir sain et sauf quelques mètres plus bas dans la cour intérieure de l'immeuble. Un véritable saut de l'ange maîtrisé de bout en bout par cet écureuil qui appartient très certainement à l'espèce des écureuils dit "volants".

Un immeuble à l'aspect de... panier de pique-nique !



Entreprise spécialisée dans la fabrication de paniers en osier artisanaux, la firme Longaberger, pour établir son siège social, a eu une idée des plus originales. Celle de faire construire un

immeuble qui aurait justement l'aspect d'un véritable panier de pique-nique aux allures de fabrication artisanale. Construit entre 1995 et 1997, cet immeuble de sept étages s'étendant sur près de 16.723 m2 est devenu depuis une vraie curiosité qui fait le bonheur de nombreux visiteurs chaque année. Situé à Newark, dans l'Ohio aux États-Unis, cet immeuble fait à présent la véritable fierté de l'entreprise qui peut s'enorgueillir de posséder un des sièges sociaux les plus surprenants du monde ! Impressionnant comme totalement surréaliste, cet immeuble à l'apparence de panier en osier possède également une anse de 150 tonnes lui conférant un aspect vraiment singulier et unique au monde. Fort d'une architecture insolite, voilà comment l'immeuble abritant le siège social de la société Longaberger fait ainsi se déplacer chaque année autour de ses locaux de nombreux curieux et fans d'architecture. Des badauds qui s'étonnent à chaque fois de se retrouver nez à nez avec un immeuble qui les ferait presque passer pour des fourmis.



L'ANNÉE 2012 A ÉTÉ CELLE DES ÉLECTIONS

2013 : l'ombre de la présidentielle de 2014

L'année 2014 qui s'annonce est d'ores et déjà considérée comme cruciale au plan politique. Ce sera en effet l'année de la révision de la Constitution. Un rendez-vous tant attendu par les Algériens en général et la classe politique en particulier. Mais en toile de fond de cet important rendez-vous politique, ce sont les élections présidentielles de 2014 qui constitueront, à coup sûr, le sujet favori des Algériens.

PAR KAMAL HAMED

La révision de la Constitution focalise déjà l'attention. Le gouvernement a, très timidement, entamé des consultations avec les partis politiques sur cette question. Timidement car, jusqu'à hier, une seule formation politique a été invitée à ces consultations. Et c'est le Parti des travailleurs, comme cela a été annoncé par sa secrétaire générale, Louisa Hanoune, qui a en effet été le premier parti à avoir rencontré le Premier ministre, Abdelmalek Sellal.

Ce dernier, qui a sûrement été mandaté par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, va-t-il poursuivre ses consultations et recevoir d'autres partis politiques ? Rien n'a été divulgué à ce propos et l'opinion publique et les partis politiques sont plutôt dans l'expectative.

En effet aucune date n'a encore été avancée par les autorités et le ministre de l'Intérieur, Daho Ould Kablia, a juste indiqué il y a quelques jours que ce sera pour bientôt. Tout porte à croire que ce sera effectivement le cas dans le courant du 1^{er} semestre de l'année 2013. Et déjà le débat autour des enjeux de cette révision constitutionnelle prend chaque jour de l'ampleur.

Des partis politiques commencent à monter au créneau et chacun y va de ses propositions. Les avis sont partagés sur la nature du système politique. Ainsi si des partis sont favorables au système parlementaire d'autres sont plutôt pour un système présidentiel. Mais il y a aussi ceux qui veulent un système semi-présidentiel. Avec la nature du système politique l'autre grande question qui focalise l'attention dans le projet relatif à la révision de la Constitution a trait au nombre de mandats du président de la République.

Et là aussi il semble que la majorité des avis se soient définitivement rangés en faveur de deux mandats de 5 ans.

En somme, si cette option est retenue, ce sera une « réhabilitation » d'une disposition qui existait avant la révision de la loi fondamentale le 12 novembre 2008.

Une révision qui a permis au chef de l'Etat de briguer un troisième mandat puisque le verrou de deux mandats uniquement a été levé, suite au vote de parlementaires des deux chambres. Un peu plus de quatre ans donc on veut revenir au principe de deux mandats.

Mais même en consacrant cette disposition dans la prochaine Constitution, dont le projet sera élaboré par une commission qui sera installée probablement au mois de janvier, le président de la République pourra briguer un quatrième mandat.



Abdelaziz Bouteflika, président de la République

2012, disgrâce d'Ouyahia et Belkhadem

Abdelaziz Bouteflika va-t-il briguer un quatrième mandat ? Et c'est cette question qui dominera les débats politiques durant l'année 2013, ce d'autant qu'il est certain que le chef de l'Etat ne lèvera pas de sitôt le voile sur ses intentions. Cependant les partisans d'une telle option s'affichent d'ores et déjà au grand jour. Et il est certain qu'il en sera de même, avec une plus grande ampleur, tout le long de l'année 2013. Une année qui sera entièrement dominée par la question de la présidentielle de 2014 pour laquelle les grandes manœuvres ont d'ores et déjà commencées. Il n'est nul besoin d'être grand clerc pour dire que les luttes intestines qui font rage au sein du RND et du FLN n'ont aucun rapport avec cette échéance poétique de 2014. Les secrétaires généraux de ces deux partis politiques, en l'occurrence Abdelaziz Belkhadem et Ahmed Ouyahia, se rappelleront sûrement longtemps encore de l'année 2012 qui est sur le point de s'achever. Car cette dernière pourrait être celle de la tombée en disgrâce de ces deux hommes qui ont été, durant la décennie 2000 en haut de l'affiche politique. Belkhadem comme Ouyahia font face à des mouvements de dissidence qui sont allés s'amplifiant au fur et à mesure. Cela outre le fait qu'après avoir été des fers de lance du gouvernement durant un peu plus d'une décennie les deux hommes ne semblent plus être dans les bonnes grâces du président de la République. Ainsi Ahmed Ouyahia a perdu son poste de Premier ministre au profit de Abdelmalek Sellal. C'était le 3 septembre dernier lorsque le président de la République a décidé d'un remaniement partiel du gouvernement. Un remaniement qui a aussi été fatal pour le secrétaire général du FLN, Abdelaziz Belkhadem. Ce dernier ne figure plus dans l'équipe gouvernementale. Belkhadem et Ouyahia, dont on dit qu'ils nourrissent des ambitions présidentielles, sont dès lors de plus en plus critiqués au sein de leurs partis respectifs et ils risquent fort d'être destitués dans peu de temps. Et pourtant ils ont réussi à mener à bon port leurs partis

lors des deux échéances électorales de l'année 2012. Aux élections législatives, au mois de mai, comme aux élections locales du 29 novembre dernier, le FLN et le RND ont confirmé leur domination sur la scène politique nationale en remportant haut la main ces deux rendez-vous. Une victoire

qui leur permet de garder la mainmise à l'APN et dans les assemblées locales. Une domination qui s'est confirmée avant-hier seulement puisque les deux partis sont sortis victorieux des élections pour le renouvellement partiel des membres du Conseil de la Nation.

K. H.

SOUS LA PLUME

Une année de ronrons

PAR SORAYA HAKIM

L'année 2012 tire sa révérence. Si pour certains l'année aura été bonne, pour les smicards et autres paumés elle aura été une année où les bougres auront eu à tirer le diable par la queue. Au seuil de 2012, d'aucuns se sont pris pour Madame Soleil en faisant des pronostics. Beaucoup de choses ont été dites et promises à commencer par l'amélioration du pouvoir d'achat. Le taux élevé d'inflation est bien là pour faire démentir les belles paroles. On nous avait dit que la nouvelle Constitution devait faire l'objet d'un examen au second trimestre 2012, c'est toujours au point mort.

Les islamistes qui se voyaient déjà en tête d'affiche du Parlement ont été recalés aux deux joutes électorales. Les augmentations de salaires qui ont touché les secteurs de l'éducation, les retraités, la santé les corps communs ont fondu comme neige au soleil devant les augmentations des viandes blanches, rouges, des fruits et légumes.

Des citoyens qui se retrouvent déconcertés devant des pouvoirs publics incapables de réguler le marché. On a eu droit même à 100 DA la pomme de terre, qui dit mieux ?

Législatives de mai 2012, un nouveau Parlement est élu avec à quelque chose près un gouvernement aux trois quarts reconduit avec certes un nouveau chef d'orchestre tout feu tout flamme pour son programme qui ambitionne de donner un toit aux sans logis. Le 5 Juillet est fêté avec faste, nous sommes entrés dans l'ère du

« Le 5 Juillet est fêté avec faste, nous sommes entrés dans l'ère du cinquantenaire de l'Indépendance mais à côté de cela l'Algérie attend toujours une reconnaissance des crimes commis par la colonisation. »

cinquantenaire de l'Indépendance mais à côté de cela l'Algérie attend toujours une reconnaissance des crimes commis par la colonisation, une promesse qu'avait faite à demi-mot le candidat socialiste Hollande et de suite oubliée en endossant le costume de président de la République.

Alors que faut-il retenir de 2012 ? A vrai dire, que les Algériens des montagnes des Aurès et de la Kabylie ont gelé, que les Algérois ont été privés de courant pendant les grosses chaleurs et en ont assez d'entendre que des ronrons aussi bien en politique, qu'en économie. 2012 aura connu la perte de ceux qui ont été aux commandes du pays et la « Rose », icône de la chanson arabe qui s'en est allée sur la pointe des pieds. 2012 s'achève en demie teinte. Positivons !! Et bonne année 2013.

S. H.

SAHEL:

2012, année d'un déploiement tous azimuts de la diplomatie algérienne

L'année 2012 qui s'achève aura été celle d'un déploiement tous azimuts de la diplomatie algérienne, qui a mis les bouchées doubles, tant au plan régional qu'international, pour la résolution des différents conflits, plus particulièrement dans la région du Sahel, marquée par la crise survenue dans le nord du Mali et ses répercussions sur l'ensemble des pays voisins.

PAR TAHAR BOUFELLAGA

Fidèle à ses principes de non ingérence dans les affaires internes des Etats, l'Algérie a développé une approche qui se voulait "pragmatique" pour la conduite d'une sortie de crise au Mali, tout en cernant les aspects à prendre en considération dans la définition d'une stratégie pour le Sahel.

Cette approche, qui a eu un "appui sans réserve" de la part du Conseil de sécurité de l'ONU, préconise une solution politique négociée impliquant l'ensemble des acteurs qui se démarquent, sans équivoque, du terrorisme et du crime transnational organisé et qui renoncent à toute atteinte à l'intégrité territoriale du Mali.

Pour s'entourer de meilleures chances de succès, cette démarche est appelée à être conduite dans le respect de certaines exigences parmi lesquelles, les Maliens sont les premiers acteurs dans la recherche de solutions à leurs problèmes et qu'il s'agit d'aider et de soutenir en renforçant notamment leurs capacités nationales.

Il s'agit également pour les acteurs de la communauté internationale d'être guidés, dans leur démarche, par un même agenda et leurs efforts conduits selon un même ordon-



nancement, qui tient compte, non seulement de la volonté des Maliens et des prérogatives de la Cedeao, mais aussi des intérêts de sécurité nationale des pays voisins du Mali, à savoir l'Algérie, le Niger et la Mauritanie.

Il doit être tenu compte aussi des responsabilités de supervision et de coordination dévolues à l'Union africaine en matière de maintien de la paix et de la sécurité, et de l'appui attendu de l'ONU dans ce sens.

L'Algérie a assuré, à ce propos, qu'elle demeurera engagée aux côtés du Mali jusqu'au rétablissement de la paix, de la sécurité et de la stabilité dans ce pays, comme elle l'a fait lors de crises précédentes.

Cependant, l'Algérie pense que les événements en cours dans le Sahel ne devraient pas

détourner l'attention de l'identification de la véritable menace qui met en péril la stabilité et la sécurité de cette région.

Sur ce point, le terrorisme et le crime transnational organisé sont désignés comme le principaux fléaux qu'il faudra combattre par tous les moyens nécessaires.

Exacerbés par la circulation incontrôlée d'importantes quantités d'armes, dans le sillage du conflit en Libye et la dégradation de la situation humanitaire dans le nord du Mali, ces deux fléaux ont tendance à prendre des proportions graves amenant la communauté internationale à tirer la sonnette d'alarme sur ce qui se passe dans ce vaste espace désertique. L'Algérie a toujours affirmé, à cet égard, qu'il était "légitime" de recourir à tous les moyens, y compris la force, pour éradiquer les groupes terroristes et leurs affiliés du crime transnational organisé dans le Sahel.

Elle estime, toutefois, que l'usage de la force doit être conduit "avec le discernement voulu" pour éviter l'amalgame et la confusion entre les populations du nord du Mali qui ont des revendications légitimes et les groupes terroristes et les narcotrafiquants, source de toutes menaces qui pèsent sur la région. Les menaces et les défis ne connaissent pas de frontières, leurs solutions doivent être l'objet d'une action coopérative et globale, a-t-on insisté. C'est dans cette optique plus précisément que deux comités, l'un politique et l'autre technique, ont été créés, sous l'impulsion de l'Algérie, pour renforcer les mécanismes de coopération déjà existants entre les pays du champ (Algérie, Mali, Niger et Mauritanie).

Ils auront pour mission la planification et la mise en œuvre de toutes les actions des ministres des Affaires étrangères des quatre pays du champ, ainsi que le suivi des projets de développement, notamment des infra-

structures et des projets ayant un impact direct sur la vie des populations dans les zones les plus enclavées de la région. Les efforts déployés par la diplomatie algérienne en vue de parvenir à un règlement pacifique de la crise du Mali, ont abouti à la signature d'un accord entre le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA) et Ansar Eddine. Cet accord a été, du reste, salué par l'Algérie qui l'a considéré comme un "nouveau jalon" sur la voie du règlement politique de la crise au Mali. Le 20 décembre dernier, le Conseil de sécurité des Nations unies avait adopté une résolution autorisant, pour une période initiale d'un an, le déploiement de la mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine. Une résolution "qui valide" l'approche globale développée par l'Algérie depuis le début de la crise malienne, c'est-à-dire la nécessité d'apporter une "réponse multiple à une crise multidimensionnelle pour traiter à la fois les aspects politiques, humanitaires et sécuritaires de cette crise", comme l'a si bien précisé le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Amar Belani. Au plan humanitaire, l'Algérie a déployé d'énormes moyens pour venir en aide aux milliers de réfugiés ayant fui les zones de tensions dans la région sahélo-saharienne. Et pour mieux coordonner l'action humanitaire, une structure a été créée, en juin dernier à Alger, par les sociétés nationales du Croissant-Rouge et de la Croix-Rouge des pays du Sahel. Lancée sous l'égide du Croissant-Rouge algérien, cette structure est chargée notamment de développer la diplomatie humanitaire et assurer la coordination entre les différentes sociétés nationales membres, pour une meilleure prise en charge de la crise humanitaire engendrée par la situation dans le Sahel.

T. B.

SAHARA OCCIDENTAL

Des consultations internationales en vue

PAR LEILA BENRADJA

La solution d'autodétermination du peuple sahraoui a été réitérée par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité de l'ONU dans leurs résolutions adoptées durant l'année 2012, tandis que l'Envoyé personnel de l'ONU, Christopher Ross, s'apprête à engager des consultations internationales pour débloquent ce dossier qui dure depuis une quarantaine d'années.

La question du Sahara occidental a connu des rebondissements au cours de cette année par le rapport particulièrement percutant du Secrétaire général de l'ONU, critiquant les entraves aux activités de la MINURSO par les autorités marocaines, et par le retrait de confiance à Christopher Ross par le Maroc qui s'est, ensuite, ravivé après avoir subi de fortes pressions internationales.

Outre ces nouveaux développements, M. Christopher Ross a proposé une nouvelle démarche dans le traitement de la question sahraouie.

Dans sa résolution adoptée à l'unanimité en avril dernier, le Conseil de sécurité de l'ONU avait appelé le Front Polisario et le Maroc à poursuivre les négociations, sans conditions préalables et de bonne foi, en vue de parvenir "à une solution juste, durable et mutuellement acceptable, qui permette l'autodétermination du peuple du Sahara occidental".

Aussi, il n'avait pas manqué de demander au Maroc d'améliorer la situation des droits de l'homme dans les territoires sahraouis occupés.

Dans le volet relatif à la Mission des Nations Unies pour le référendum au Sahara occidental (MINURSO), l'organe de décision de l'ONU a répondu positivement aux recommandations du Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, relatives aux défis auxquels fait face cette mission onusienne.

En effet, dans son rapport sur le Sahara occidental, M. Ban Ki-moon avait déploré

les difficultés que la MINURSO éprouvait pour effectuer ses missions, précisant qu'elle n'est en mesure "ni d'exercer pleinement ses fonctions de surveillance, d'observation et de liaison liées au maintien de la paix, ni d'endiguer, de sa propre autorité, l'effritement de ses capacités pour la mise en œuvre son mandat".

Il avait également relevé que le principe de neutralité de cette mission onusienne "est, depuis de nombreuses années, compromis par le Maroc". De surcroît, le rapport a même noté que Rabat a espionné la MINURSO: "Il y a des indicateurs remettant en cause, au moins une fois, la confidentialité des communications entre le quartier général de la MINURSO et New York (siège de l'ONU)".

C'est ainsi que dans sa résolution, le Conseil a insisté sur la nécessité d'une "pleine coopération" avec les opérations de la MINURSO pour permettre "sa libre action avec tous les interlocuteurs" sur le terrain dont le peuple sahraoui, les défenseurs des droits de l'homme, les médias et les observateurs.

Attentif aux remarques du SG de l'ONU, il a aussi relevé l'impérativité de "mesures nécessaires pour assurer la sécurité ainsi que la circulation, sans entraves" pour le personnel de la MINURSO dans l'exécution de son mandat. Quelques semaines après la publication du rapport de Ban Ki-moon et l'adoption de cette résolution par le Conseil de sécurité, le Maroc s'en est alors pris à Christopher Ross en l'accusant de mener un travail "partiel et déséquilibré" et lui retira sa confiance.

Réagissant à l'attitude défiant de Maroc, M. Ban Ki-moon a, alors, affirmé et à plusieurs reprises avoir toute confiance en Christopher Ross, en le maintenant dans sa fonction.

Cette position a été, aussi, totalement partagée par le département d'Etat américain qui avait fait part de son appui au processus de négociations des Nations Unies dirigé par l'Américain Christopher Ross.

Face à cette pression internationale, le Maroc finit par faire marche arrière, en accueillant M. Ross à Rabat, en octobre dernier, lors de sa tournée régionale.

Emboitant le pas au Conseil de sécurité, l'Assemblée générale de l'ONU a, à son tour, adopté une résolution sur la question sahraouie dans laquelle elle appuie le processus de négociation, "en vue de parvenir à une solution qui permette l'autodétermination du peuple du Sahara occidental".

Mais, à l'instar des réunions informelles Front Polisario-Maroc tenues durant ces dernières années, le 9ème round, qui s'est déroulé en mars à Manhasset (New York), n'a apporté aucun progrès sur le fond. Devant la perplexité de cette situation et à l'issue de sa tournée dans la région et en Europe du 27 octobre au 15 novembre, M. Ross avait, alors, annoncé une nouvelle démarche qui consiste à entreprendre de larges consultations à l'échelle internationale et régionale, au lieu de convoquer immédiatement un autre round de négociations entre les deux parties au conflit. Il est ainsi attendu que l'Envoyé personnel du SG de l'ONU pour le Sahara occidental entame, en 2013, des consultations avec les parties prenantes internationales-clés à la question sahraouie, avant d'effectuer des "navettes diplomatiques" à travers plusieurs visites dans les pays de la région dont le Sahara occidental. Par ailleurs, la question de la violation des droits de l'homme des Sahraouis par les autorités marocaines a suscité la mobilisation, non seulement de l'ONU, mais aussi des ONG et du Congrès américain. Après s'être rendu au Maroc et au Sahara occidental en septembre dernier, le Rapporteur spécial de l'ONU sur la torture, M. Juan Mendez, a affirmé que les autorités marocaines recouraient à la torture contre les Sahraouis, soulignant que le Maroc "est loin de pouvoir affirmer d'avoir éliminé la torture".

M. Mendez, qui devra présenter son rapport au Conseil de l'ONU pour les droits de

l'homme à Genève en mars 2013, a aussi critiqué la forte présence policière et militaire marocaine au Sahara occidental et des nombreux cas de brutalités policières contre des manifestants sahraouis pacifiques. Un même constat a été rapporté par le centre américain Robert F. Kennedy pour la justice et les droits de l'homme (RFK Center) à l'issue d'une visite effectuée en août dernier dans les territoires occupés du Sahara occidental par une délégation conduite par sa présidente, Mme Kerry Kennedy, et composée notamment de juristes et d'experts mondiaux en matière de droits de l'homme ainsi que de l'ex Secrétaire général de l'Organisation mondiale contre la torture.

Dans son rapport sur la violation par le Maroc des droits de l'homme des Sahraouis où elle avait cité des cas de disparitions, de torture, de détentions arbitraires, de brutalités des forces policières, de menaces, d'intimidation et d'exécutions extrajudiciaires, cette ONG, basée à Washington, a appelé à l'urgence de l'instauration d'un mécanisme international permanent afin de protéger les droits de l'homme du peuple sahraoui.

Cette violation flagrante des droits de l'homme a même été déplorée par le département d'Etat américain qui a signalé dans son rapport, adressé en octobre dernier au Congrès, que la situation soulevait "de sérieuses inquiétudes", de par le recours par les forces marocaines à la détention arbitraire et aux abus physiques et verbaux contre les détenus sahraouis, lors des arrestations et emprisonnements et les entraves à la liberté d'expression et de réunion.

Ce rapport a été élaboré par le département de Hillary Clinton en application d'une loi adoptée par le Congrès qui exige, désormais, du département d'Etat de s'assurer du respect des droits de l'homme au Sahara occidental avant l'octroi de toute aide financière militaire au Maroc.

L. B.

AU COURS DE L'ANNÉE QUI S'ACHÈVE

Le cinquantenaire de l'Indépendance fastueusement fêté

La matière historique aura marqué l'actualité éditoriale de l'an 2012 en Algérie avec de nombreuses publications et des rencontres multiples sur l'écriture de l'histoire, thème dominant en cette année du cinquantenaire du recouvrement de l'indépendance nationale.

PAR RAYAN NASSIM

Des ouvrages parus cette année, entre essais, témoignages, romans, et beaux-livres, ont proposé au lecteur des retours sur les périodes phares de l'histoire du pays, témoignant d'une volonté partagée entre éditeurs, auteurs et universitaires, d'amorcer un débat porteur d'enseignements sur le passé et autant d'éclairages sur l'avenir. A commencer par les ouvrages de spécialistes, comme *Histoire de l'Algérie à la période coloniale*, co-édité par Barzakh et La Découverte qui propose sous la direction de chercheurs algériens et français, une anthologie des travaux "novateurs" conduits sur cette période.

Des historiens algériens se sont aussi penchés sur des zones occultées de la guerre d'indépendance, comme le rôle de l'Organisation secrète (OS) de la Fédération de France du Front de libération nationale, mis en évidence par Daho Djerbal (éd. hihab). *Aspects de la repentance* (éd. Barzakh), un essai marquant de l'actualité édi-



riale en 2012, réunit intellectuels algériens, tunisiens et français autour d'une notion religieuse, entrée par effraction dans la sphère politique pour réclamer la reconnaissance des crimes coloniaux.

Outre les travaux d'historiens, des témoignages d'acteurs de la guerre d'indépendance sont parus, dont celui de Pierre et Claudine Chautet, sous-titré *Le choix de l'Algérie* (éd. Barzakh), qui retrace le parcours d'avant et d'après l'indépendance de ces deux figures militantes. Parmi les témoignages attendus, l'autobiographie de l'ancien président de la République algérienne, Chadli Bendjedid, dont le premier tome est paru aux éditions Casbah, peu après son décès le 6 octobre dernier.

En littérature, des écrivains algériens se sont, eux aussi, inspirés de l'histoire de l'Algérie, comme prétexte à la satire chez Habib Ayoubb

dans *Le remonteur d'horloge* (éd. Barzakh), ou à travers les souvenirs personnels du 5 juillet 1962 de dix-sept écrivains algériens et français, dans *Ce jour-là* (éd. Chihab).

Un hommage rendu aux grands écrivains de la nation libérée

Cette présence de la matière historique dans la littérature algérienne a d'ailleurs constitué le thème du colloque "Littérature et Histoire", organisé en marge du 17e Salon international du livre d'Alger (Sila, 20-29 septembre). Des universitaires y ont mis en évidence le traitement de la matière historique par des auteurs comme Mohamed Dib, Rachid Boudjedra ou encore Kateb Yacine, depuis la guerre de Libération nationale (1954-1962). Le 17e Sila a, par ailleurs, permis de mettre en évidence une multi-

tude de publications de récits de la guerre de Libération, des crimes coloniaux et de la torture, au plus près du thème du salon (Mon livre, ma liberté). L'année du cinquantenaire aura aussi été celle de l'hommage rendu à de grands écrivains algériens, vivants ou disparus, avec notamment, des tentatives éditoriales (rééditions, traductions, monographies) afin de mieux les faire connaître au lectorat algérien. L'accès aux classiques algériens édités en France reste conditionné par l'achat des droits d'auteurs, un problème toujours en suspens et que des autorités françaises, en visite à Alger, se sont engagées à examiner avec toute l'attention que la question mérite.

Au rayon des beaux-livres, *L'Algérie, année zéro* de la plasticienne algérienne Dalila Dalléas Bouzar revient sur des séquences de la guerre d'indépendance et des années du terrorisme, dans une tentative de réappropriation de l'image, en retravaillant des clichés de photographies, commentés par des chercheurs algériens et étrangers.

R. N.

A LA VEILLE DU NOUVEL AN Des saisies records

Dans un communiqué de la cellule de communication de la Gendarmerie nationale, cette dernière indique qu'en seulement trois jours des tonnes de fer, produits alimentaires et des milliers de litres de carburants ont été saisis par les gardes-frontières aux quatre coins des frontières du pays. En plus de la récupération des produits destinés à la contrebande, les gardes-frontières ont réussi à interpellé deux contrebandiers algériens et l'immobilisation d'un camion, quatre véhicules, deux motocyclettes et neuf baudets.

Selon le communiqué de la Gendarmerie, en plus du carburant il a été saisi également 25 quintaux de fer, 13,50 quintaux d'alimentation générale, 23 unités de pièces détachées, 12,65 tonnes de produits alimentaires pour animaux, 2 troupeaux et 80 pièces de vêtements. Par ailleurs, le communiqué indique que les saisis enregistrés durant ces derniers jours ont été opérées dans les villes frontalières de Tlemcen, Tébessa, Souk Ahras et Tamanrasset. Ces régions frontalières ont connu, durant cette année, une recrudescence des activités des réseaux de la contrebande.

Du côté des frontières ouest, plus exactement à Tlemcen les contrebandiers recourent de plus en plus au trafic de carburant vers le Maroc. En chiffres, les gendarmes ont réussi, au cours des onze mois passés, à saisir plus de 250.000 litres de carburant, cela sans oublier l'interception de plusieurs centaines de moutons en partance vers le Maroc. Passant aux frontières Est, notamment dans le tracé frontalier algéro-tunisien, ici, la contrebande de carburant est le maître des lieux. En onze mois, plus de 350.000 litres de carburant ont été saisis par les gardes-frontières relevant de la Gendarmerie Nationale. En plus des centaines de milliers de litres de carburant qui sont saisis, des tonnes de fer et de produits alimentaires en destination vers la Tunisie l'ont été. A l'extrême sud du pays, notamment à Tamanrasset, le trafic de carburant a sensiblement augmenté, du fait du terrorisme, car de l'autre côté des frontières algériennes, les groupes terroristes et les trafiquants de drogue et d'armes arrivent mal à avoir du carburant pour parvenir à acheminer et circuler dans leurs véhicules. Du coup, ce sont les réseaux de contrebande implantés en Algérie, juste devant les frontières algéro-maliennes et algéronigériennes qui proposent aux terroristes et trafiquants en tous genres le carburant algérien. Devant cette cadence, toujours en hausse, la Gendarmerie nationale a été contrainte de renforcer le dispositif sécuritaire au niveau des frontières algériennes. D'ailleurs, les visites de terrain effectuées depuis des mois par le commandant de la Gendarmerie nationale, Ahmed Bousteila, avait pour objectif le renforcement et la lutte contre la contrebande qui nuit de l'économie nationale.

S. A.

TRANSPORT

2012, l'année des grands projets

En permanente évolution, le secteur des transports en Algérie a poursuivi en 2012 sa mutation profonde avec notamment l'optimisation des grands projets lancés dans le programme gouvernemental à travers la réalisation d'extensions du métro, de tramway, de nouvelles lignes ferroviaires et le lancement de nouveaux projets de réalisation ou de rénovation de téléphériques.

Considéré comme l'un des plus grands chantiers de l'Algérie, le secteur des transports est inscrit dans une logique de développement durable, et des schémas directeurs à l'horizon 2025 ont été ainsi élaborés. La stratégie tracée par le secteur a pour objectif de développer l'offre de transport pour satisfaire les besoins de mobilité des personnes et des biens, améliorer la qualité de service par la réduction des temps de parcours, répondre aux besoins logistiques des opérateurs économiques et assurer un développement durable tout en privilégiant l'intermodalité et l'interconnexion des différents modes de transport.

Ainsi, pour faire accéder le réseau des transports en commun au niveau d'un véritable réseau d'agglomération et permettre au métro de jouer un rôle déterminant, des extensions ont été prévues. Le réseau du métro évoluera, ainsi, pour proposer aux usagers une offre cohérente et efficace de transport public.

Actuellement, trois extensions de la ligne 1 sont en cours de construction pour étendre cette ligne d'environ 10 km. Il s'agit de l'extension Grande-Poste vers la Place des Martyrs, d'une longueur de 1,69 km, de l'extension Hai El Badr vers Ain Naâdja sur 3,7 km et d'un autre prolongement de Hai El Badr vers El Harrach, d'une longueur de 4 km.

Les études préliminaires relatives à la réalisation des extensions de la ligne 1 du métro d'Alger, d'El-Harrach centre-Bab Ezzouar, Ain Naâdja-Baraki et Place des martyrs-Bab El Oued-Chevalley ont été déjà confiées des bureaux d'études spécialisés.

Une extension plus importante du métro d'Alger est déjà programmée

Dans le cadre de la modernisation et du renforcement des moyens de transport urbain à Alger et ses environs, et la prise en charge des préoccupations de la population algéroise, une autre extension plus importante est programmée pour le métro d'Alger en vue de former un réseau dense. Il s'agit de l'extension Chevalley-Draria sur 14 km, en pas-

sant par Dely-brahim-Chéraga-Ouled Fayet-El Achour.

La création d'un réseau de métro algérien est proposée dans le cadre d'un programme de transport public conséquent élaboré pour assurer une réelle alternative à l'usage de la voiture, en garantissant une offre de transport complète avec des relais entre téléphérique, métro, tramway et bus. Plus de 6 milliards de dollars ont été mobilisés par l'Etat pour doter les grandes villes algériennes de tramways qui vont renforcer le réseau national de transport public de voyageurs.

Depuis le lancement du premier tronçon du tramway d'Alger, les travaux se sont succédé rapidement au rythme des extensions et des créations de nouveaux réseaux. A Alger, après la mise en service des deux premiers tronçons de la première ligne, la "ligne Est" qui relie Bordj El Kiffan aux Fusillés, les travaux du 3è et dernier tronçon de cette ligne qui s'étendra jusqu'à Dergana sur plus de 23 km, avancent à un rythme soutenu.

La mise en service de ce dernier tronçon est prévue pour mai 2013.

Métro et tram vont former une boucle de transport pour la capitale...

Deux extensions de cette ligne sont prévues. Le premier prolongement ira des Fusillés vers Bir Mourad Rais sur 4,6 km, alors que le second reliera Bir Mourad Rais à Draria pour rejoindre la ligne du métro, formant ainsi une véritable boucle de transport par rail pour la capitale. Les travaux de réalisation des tramways d'Oran et de Constantine connaissent par ailleurs un état d'avancement appréciable. Le tramway de la capitale de l'ouest du pays sera livré à la fin de l'année en cours. Trois extensions du tramway d'Oran seront réalisées pour doter la population de cette ville d'un moyen de transport moderne et qui va minimiser son impact sur la circulation routière et leur assurer confort et sécurité.

Le tramway de Constantine, qui s'élancera depuis le stade Benabdelmalek pour aboutir à la cité Zouaghi sur 8 km sera, quant à lui, mis en service en juin 2013. Les travaux d'extension du tramway de Constantine entre la cité Zouaghi et la nouvelle ville Ali Mendjeli sur 9,1 km, seront lancés en janvier 2014. Les efforts pour doter les autres grandes villes du pays d'un réseau de transport urbain et moderne se poursuivent et de nombreux projets d'introduction de tramway sont inscrits.

PROJET DE LOI SUR LES CONDITIONS D'EXERCICE DES ACTIVITÉS COMMERCIALES

Allier la législation à la réalité du terrain

Le ministre du Commerce, Mustapha Benbada, a fait une dissection du nouveau dispositif législatif et réglementaire relatif au projet de loi amendant la loi 04-08 du 14 août 2004 traitant les conditions de l'exercice des activités commerciales et les permanences assurées durant les jours fériés et les fêtes légales, lors d'une conférence de presse organisée, hier, à la direction générale de la Société algérienne des foires et exportations (Safex).

PAR AMAR AOUIMER

Au cours de cette rencontre avec la presse, le ministre a, notamment, décortiqué les principaux articles du projet à présenter à l'Assemblée nationale en mettant l'accent sur les critères d'obtention du registre du commerce, mais également en citant la catégorie des personnes interdites d'inscription au Centre national de registre du commerce en raison des infractions commises durant l'exercice de leur fonction antérieurement.

«*Les comptes sociaux doivent être déposés avant le 31 juillet de chaque année par les commerçants. Mais des facilitations existent pour les entreprises activant pour la première fois et pour les jeunes*



Mustapha Benbada.

entrepreneurs», a-t-il dit, ajoutant que le primo investisseur qui est à ses débuts dans l'activité commerciale et sans siège social peut bénéficier des avantages en matière d'octroi de registre de commerce.

Cependant, la nouvelle législation a un caractère répressif pour les commerçants récalcitrants et récidivistes, selon Benbada, sachant que des sanc-

tions sévères sont prises à l'encontre de ceux qui sont coupables d'actes délictueux concernant, notamment, des cas de corruption, de mention sur le casier judiciaire de méfaits de vol ou de détournements, ou encore de contrefaçon, banqueroute avec préméditation, d'atteinte aux droits d'auteur et de mouvements de capitaux. «*Pas moins de 5.125 cas de refus ont été signifiés à des jeunes ayant déposé*

des demandes sur tout le territoire national. La réintégration s'est opérée après le versement d'une amende», a-t-il précisé. Selon lui, il est impérieux de convaincre le Parlement sur la nécessité d'amender cette loi en luttant efficacement contre les barons de la drogue et le commerce informel. «*Une société créée en décembre doit déposer ses comptes sociaux avant juillet 2013 au niveau du CNRC. Il y a donc obligation de déposer les comptes sociaux dès la première année d'inscription au registre du commerce. Il existe plus de 65% de sociétés déposant leurs comptes sociaux, tandis que 35% de sociétés, principalement de nouvelles sociétés ou de micro-entreprises de jeunes, le font deux années après le début de leurs activités*», a-t-il déclaré.

Benbada affirme en vertu de l'article 35 de la loi que «*le commerçant qui ne dépose pas ses comptes sociaux au 31 juillet de chaque année se verra sanctionner par une amende de 100.000 DA et son dossier sera transmis à la justice*».

Répondant à une question inhérente aux infractions commises par des commerçants en matière de manque d'hygiène et de vente de produits avariés et toxiques aux consommateurs, notamment les restaurateurs, gargotiers et dans les cafés, le ministre a dit que «*les restaurants et les cafétérias sont actuellement réglementés par la loi. Les collectivités locales et les walis délivrent l'autorisation d'exercer au préalable, mais il y a des manquements par les commerçants, nous le voyons. Ces dépassements sont pris en compte progressivement par les contrôleurs et 7.000 agents de contrôle nous permettent de renforcer nos capacités humaines et matérielles en concertation avec les services d'hygiène. Les responsabilités sont très lourdes et importantes, d'où la nécessité de consolider notre action sur le terrain.*»

A. A.

ILS VEULENT AVOIR LE DROIT DE CÉDER LEURS LOCAUX

Sellal interpellé par les commerçants de l'Oref

PAR LARBI GRAÏNE

Les concessionnaires de l'Oref (Office Riadh El-Feth) réunis en coordination sont revenus hier à la charge en interpellant «*le Premier ministre Abdelmalek Sellal, afin qu'il intervienne dans le dossier de Riadh El-Feth*». Animant une conférence de presse à Alger, au siège national de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), cette coordination a expliqué qu'elle veut «*l'ouverture d'un dialogue pour sauver ce patrimoine historique, touristique, culturel et commercial qu'est l'Oref*». Son président, Smaïl Hariti, qui est aussi directeur du centre des études stratégiques Amel el-Ouma, sollicite une audience auprès du Premier ministre, Abdelmalek Sellal, à l'effet de lui exposer la situation qui prévaut sur ce site qui, pour rappel, abrite Maqam echahid (le monument du Martyr). Les concessionnaires se plaignent du diktat qui leur est imposé par le ministère de tutelle qui n'est autre que le département de Khalida Toumi qu'ils rendent responsable de tous leurs

maux. Et pour cause, une décision «*verbale*» leur aurait été transmise par le biais d'une inspectrice dépêchée sur les lieux par le ministère de la Culture leur faisant «*interdiction de se désister des locaux au profit de tiers*». Cette mesure prononçait en fait le gel d'une décision qui avait été prise en 2007 par le conseil d'administration de l'Oref. En vertu de cette décision tout commerçant avait la latitude de céder au profit d'une personne tierce le local dont il a la gérance contre le paiement d'une participation versée à l'Office équivalant à 24 mois de loyer. «*L'annulation du droit de désistement depuis 3 ans a fait perdre des rentrées d'argent énormes à l'Office*» a déploré le conférencier. Aussi les concessionnaires, au nombre d'une centaine environ,

revendiquent le rétablissement du droit qui leur permet de se désister des locaux au profit d'acquéreurs qui voudraient se soumettre à la réglementation en vigueur. Les concessionnaires de l'Oref «*ont besoin d'être réhabilités dans leur profession, il est pour le moins bizarre que ce site soit géré par le ministère de la Culture*» a déploré le conférencier. «*Le ministère de la Culture en tant que gestionnaire de l'Office est le seul responsable de la détérioration de l'Oref*» juge-t-il. Et d'ajouter «*Quand on achète un bien, on a le droit de le céder, conformément à la loi*». Selon Hariti «*l'Office de Riadh el Feth, qui est chargé de l'administration du centre commercial n'a pas de prérogatives pour agir d'une manière raisonnée, chaque fois qu'on l'a sollicité, il*

nous fait savoir qu'il n'a pas les moyens de prendre en charge nos doléances et nous renvoie toujours sur le ministère de tutelle». Smaïl Hariti a même laissé entendre que «*peut-être qu'il y a des parties qui voudraient céder au dinar symbolique ces locaux à des entités bien précises*». Il en veut pour preuve le fait qu'«*il n'y a ni propriété ni sécurité à l'Oref, il est devenu, a-t-il ajouté, un cimetière et les touristes l'ont complètement boudé*». L'Oref, selon l'article 2 du décret exécutif du 5 février 1995 portant réaménagement des statuts de l'Oref, est un «*établissement public à caractère industriel et commercial, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière*».

L. G.

DURANT LES 11 PREMIERS MOIS 2012

Hausse de près de 92% des importations de ciment

PAR INES AMROUD

La dynamique que connaît le secteur du BTPH a provoqué une hausse des importations de l'Algérie de matériaux de construction tirée par une «*très forte augmentation*» de près de 92% des achats de ciments durant les onze premiers mois de 2012, a-t-on appris, dimanche, auprès des Douanes algériennes.

Les matériaux de construction ont enregistré, durant les onze premiers mois 2012, une hausse de 15%, tirée essentiellement par une très forte augmentation de 91,95% des achats de ciments, selon les chiffres du Centre national de l'informatique et des statistiques (Cnis) des Douanes. De janvier à novembre derniers, les importations de matériaux de construction ont totalisé 2,67 milliards de dollars (mds usd) contre 2,32 mds usd à la même période en 2011, ajoute le Cnis. Les quantités importées de matériaux de construction (ciments, fer et bois) sont passées de 4,54 millions de tonnes à 6,32 millions de tonnes, également en augmentation de 39,2%, ajoute la même source. La forte hausse de la facture des importations de matériaux de construction a été engendrée essentiellement par une hausse de 91,95% des importations des ciments (5 types de produits) qui sont passées de 117,4 millions à 225,4 millions usd, note-t-on. Les quantités de ciment importées ont connu la même tendance, passant de 1,267 million de tonnes à 2,492 millions de tonnes, soit une hausse de 96,61%. Cette hausse est due, selon des opérateurs du bâtiment, à la forte demande sur ce produit, notamment durant la période sèche (de mars à août), durant laquelle les chantiers de construction accélèrent leur cadence en raison de l'amélioration des conditions climatiques suite au passage de l'hiver, période durant laquelle les chantiers fonctionnent au ralenti. Pour satisfaire la forte demande, atténuer

la flambée des prix accentuée par la spéculation et éviter ainsi le retard dans les délais de réalisation des projets, le Groupe industriel des ciments d'Algérie (GICA) a entamé, dès le mois de juin, des importations mensuelles de ciment durant cette période de «*forte*» tension. Le déficit de l'Algérie en ciment dépasse les 2,5 millions de tonnes/an, selon les estimations du groupe GICA. Ce manque d'offre a provoqué une flambée des prix sur le marché, notamment avec les différents projets en cours de réalisation des secteurs du BTP. La production nationale actuelle de ciment est de plus de 18 millions de tonnes/an, dont 11,5 millions de tonnes sont assurés par les 12 cimenteries publiques. Le groupe GICA ambitionne de produire 20 millions de tonnes à l'horizon 2016 et 29 millions de tonnes d'ici à 2018.

RELATIONS ALGÉRO-RUSSES

50 années d'amitié célébrées

Le 50^e anniversaire de l'amitié algéro-russe a été célébré, hier, à Alger, au cours d'une cérémonie organisée à la Grande-Poste à Alger, à laquelle ont pris part le ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la Communication, Moussa Benhamadi et l'ambassadeur de la Fédération de Russie, Alexander Egorov. Cet anniversaire a été célébré notamment par l'émission par Algérie-Poste d'un timbre consacré à 50 années d'amitié qui lient les deux pays, symbolisée par deux colombes aux couleurs des emblèmes nationaux algérien et russe. M. Benhamadi a relevé, à cet égard, les «*bonnes relations qu'entretiennent les deux pays depuis un demi-siècle*». Ces relations qui ont «*connu une évolution et un renforcement dans divers domaines ont abouti à la signature d'un accord de partenariat stratégique, signé en 2001 à Moscou entre le président de la République, Abdelaziz Bouteflika et son*

homologue russe de l'époque, Vladimir Poutine», a-t-il rappelé. Le ministre a salué, à l'occasion de cet anniversaire qui coïncide avec le cinquantenaire de l'indépendance de l'Algérie, le rôle de l'ex-Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) et le soutien qu'elle avait apporté au peuple algérien dans sa lutte pour son indépendance.

Pour sa part, l'ambassadeur de Russie à Alger a souligné que les deux pays, depuis l'établissement de leurs relations diplomatiques, ont noué des relations «*intenses*» basées sur l'amitié entre leurs deux peuples et une coopération «*diversifiée*» entre les deux Etats, couronnée par un partenariat stratégique.

«*Cet anniversaire est un événement important dans les relations bilatérales, et une première entre les deux pays dans le domaine postal*», a-t-il ajouté, annonçant que son pays émettra également un timbre postal sur le même thème.

I. A.

IL CHOISIT SAIDA POUR SA DEUXIÈME SORTIE OFFICIELLE

Sellal sur le terrain

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a entamé hier, à la tête d'une délégation ministérielle, une visite de travail d'une journée dans la wilaya de Saïda.

Au cours de cette visite, M. Sellal doit s'enquérir de l'état d'exécution de plusieurs projets socio-économiques dans plusieurs communes et au chef-lieu de wilaya, avant de présider une réunion élargie aux représentants de la société civile. Le Premier ministre est accompagné d'une délégation composée de Daho Ould Kablia, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Rachid Benaïssa, ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Hocine Nacib, ministre des Ressources en eau, Amar Ghoul, ministre des Travaux publics, Abdelaziz Ziari, ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Mohamed Tahmi, ministre de la Jeunesse et des Sports, Abdelmadjid Tebboune, ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme.

Il s'agit de la deuxième visite de travail de M. Sellal à l'intérieur du pays après celle effectuée en novembre dernier dans la wilaya de Ouargla. Elle s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme du président de la République.

RETOUR DES MARCHÉS INFORMELS

Les trottoirs ré"occupés"

Après avoir déclaré la "guerre" aux marchés informels installés dans plusieurs villes du pays, le ministère de l'Intérieur avait affiché sa grande volonté d'éradiquer le phénomène.

PAR SOFIANE ABI

Une décision qui a été vivement saluée par les citoyens qui disaient que cette fois c'est la bonne. Mais voilà qu'au bout de quelques mois, on assiste à un retour progressif de ces marchés. Les trottoirs sont une nouvelle fois ré"occupés", au moment où beaucoup d'APC sont bloquées au lendemain des résultats des élections locales.

Marchés informels "acte II"

Les marchés informels sont de retour. Alors que tout le monde avait cru que les anciennes images des tables dressées à même les trottoirs allaient disparaître pour de bon, suite aux opérations de "nettoyage" menées, récemment, par les services de sécurité, voilà qu'à nouveau les tables réoccupent les trottoirs de nos villes. C'est le cas de la capitale. A Alger, plus exactement à la place des Martyrs, ici, les jeunes marchands ont envahi, à nouveau, les trottoirs de la rue de La Lyre. Une rue bourrée de monde, des bus qui n'arrivent pas à frayer leur chemin et des habitants agacés par le marché noir. Les marchands informels semblent ne pas craindre les opérations menées il y a à peine quelques mois par les policiers ; ils ont réinvesti les lieux, mais cette fois avec force. Personne n'aurait cru qu'ils allaient revenir, alors qu'il y a à peine quelques mois, les policiers ont "nettoyé" cette rue



des marchands de l'informel. Mieux, lors de l'opération des forces de l'ordre, des mises en garde ont été lancées par les policiers contre tous ceux qui installent des tables sur les trottoirs. Des mises en garde qui peuvent aller jusqu'à l'emprisonnement de ceux qui défient cette "loi". Quelques mois après cette grande opération, les marchands n'ont pas hésité à réinstaller leurs tables, défiant ainsi les policiers.

Qui est derrière cette situation ? Pourquoi le phénomène des marchés informels continue-t-il à exister en Algérie malgré la décision de l'Etat de l'éradiquer ? Qui est responsable ? Où sont passés les maires, eux qui devaient prendre en charge les jeunes marchands ? Autant de questions, mais aucune réponse ni aucune prise en charge n'ont été menées par les élus locaux, à leurs têtes les maires, pour venir à bout de ce phénomène.

Le blocage persistant dans certaines APC a favorisé le retour des marchés noirs

Etonnant mais vrai. Au moment où les jeunes marchands pourchassés des marchés informels attendaient des solutions pour leur prise en charge, comme cela leur a été promis par les ex-maires, beaucoup de nos APC sont bloquées au lendemain des résultats des élections locales. Une situation qui a poussé beaucoup de jeunes marchands à dresser, une nouvelle fois, leurs tables, car ils ne pouvaient plus supporter d'attendre encore plus longtemps.

Face à cette situation, les forces de l'ordre ne peuvent plus intervenir, eux qui avaient déjà agi au lendemain d'une décision du ministère de l'Intérieur. Le travail attendu par les services de sécurité a été fait et c'est maintenant le rôle des APC de faire le reste. Mais, en attendant que nos

élus finissent leur "guerre" de sièges, il est à signaler que les marchés informels sont de retour. Une situation catastrophique et qui reflète, finalement, le vrai "visage" de nos communes.

56 marchés informels éradiqués à Alger

56 marchés informels ont été éradiqués à Alger, mais on assiste à un retour progressif de ces derniers.

Avant le lancement des opérations d'éradication des marchés informels, Alger comptait quelque 56 marchés noirs. Policiers et gendarmes avaient mené, juste après le mois sacré, des opérations de "grand nettoyage" visant ces lieux. Des opérations ayant ciblé, également, à l'instar d'Alger, plusieurs autres wilayas du pays, allant de Sétif, passant par Blida et arrivant à Oran.

Des opérations auxquelles plusieurs milliers, entre policiers et gendarmes, avaient participé afin de nettoyer les villes des marchés informels. Des échauffourées avaient eu lieu au cours de ces opérations entre les forces de l'ordre et les jeunes marchands, comme c'était le cas à Belouizdad, à Alger. Ici, on se souvient de ces émeutes ayant éclaté après que des centaines de policiers de la Sûreté d'Alger avaient investi le lieu et éradiqué le grand "bazar" du marché informel.

C'était le cas aussi dans la commune de Bachdjarah où des rixes avaient eu lieu entre les forces de l'ordre à des jeunes mécontents de la décision de l'Etat. Des jeunes marchands qui, ce jour-là, avaient eu des promesses de la part des élus locaux quant à leur pris en charge. Mais voilà qu'au bout de quelques mois après, ces jeunes à qui en leur a promis d'une alternative rapide sont toujours en attente de ces promesses. Une situation qui risque un débordement.

S. A.

ACTIVITÉ SISMIQUE, LOTH BONATIROU RASSURE

« Cela est dû aux changements climatiques »

PAR HOUDA BOUNAB

Les séismes ne sont pas des phénomènes exceptionnels : ils secouent la planète en permanence. Mais la plupart passent inaperçus, soit parce qu'ils sont trop faibles, soit parce qu'ils touchent des zones inhabitées. Chaque année, dans le monde, il se produit environ 130.000 tremblements de terre dont la magnitude (c'est-à-dire la quantité d'énergie libérée) est au moins égale à 3, un niveau considéré comme « mineur », des centaines de séismes de magnitude d'au moins 6, des dizaines de séismes de magnitude d'au moins 7, un à deux séismes très importants (magnitude au moins égale à 8). La magnitude est mesurée sur l'échelle de Richter, du nom du chercheur américain qui l'inventa en 1935.

Les séismes sont généralement liés aux mouvements des plaques. Quand deux d'entre elles convergent, la plus dense s'enfonce sous la plus légère : c'est le phénomène de subduction. Quand les plaques s'éloignent l'une de l'autre, il se forme un fossé ou « rift » qui finit par se remplir de magma solidifié. C'est ainsi que sont nées les grandes dorsales de l'Atlantique et du Pacifique, véritables chaînes de montagnes sous-marines dont la longueur totale dépasse les 60.000 km. Enfin, certaines plaques coulisent l'une contre l'autre, le long de failles. Dans les

trois cas, les roches de surface subissent de fortes contraintes et elles finissent par se briser, ce qui se traduit par un séisme. D'autres secousses, en général moins violentes, s'expliquent par des mouvements au sein d'une plaque (par exemple, en France métropolitaine), ou par des éruptions volcaniques. Certaines activités humaines, comme la mise en eau des barrages, l'exploitation minière ou le pompage de pétrole et de gaz, suscitent parfois des séismes de faible ampleur. Ces brisures, entretenues par le mouvement continu des plaques, forment des failles de toutes dimensions produisant des séismes de toutes magnitudes. Les séismes peuvent avoir d'autres conséquences, comme la liquéfaction des sols : certains sols sableux gorgés d'eau peuvent devenir instables, à la manière de sables mouvants, provoquant l'effondrement des constructions. C'est ce qui s'est produit à Boumerdès en 2003 avec 2.278 morts et 10.147 blessés.

Plusieurs secousses de faible intensité en 2012

L'année 2012 a connu beaucoup de secousses telluriques, notamment au cours des trois derniers mois, cela à Béjaïa, Chlef, Relizane, Blida, Alger. Le tout dernier séisme, qui s'est produit dans la wilaya de Relizane de magnitude 3,8 degrés sur l'échelle de Richter a été

enregistré lundi dernier à 8h 27, a annoncé le Centre de recherche en astronomie astrophysique et géophysique (Craag). L'épicentre de cette secousse a été localisé à 20 km au sud-est de Ami Moussa dans la même wilaya. Le 19 décembre à 21h 26 dans la wilaya de Chlef une secousse tellurique de 3,4 sur l'échelle de Richter a été enregistrée, a également annoncé le Craag. L'épicentre de ce tremblement de terre a été localisé à 9 km au sud de Beni Haoua. Le 4 décembre 2012 une secousse de 3,1 sur l'échelle de Richter a été enregistrée à 15h 23 dans la wilaya de Béjaïa, l'épicentre de ce tremblement de terre a été localisée en mer à 6 km au nord-est de Béjaïa a précisé la même source. Le 18 décembre 2012, nouvelle secousse avec 3,2 degrés sur l'échelle de Richter, Béjaïa a été encore secoué le 29 novembre dernier, par un séisme de 5,1 degrés sur l'échelle de Richter dont l'épicentre a été localisé en mer à 9 km au nord-est de Béjaïa. Ce séisme qui a provoqué une grande inquiétude chez les citoyens de cette ville a causé des dommages à divers degrés de gravité à près de 800 logements, selon un bilan établi par la commission de diagnostic installée à cet effet. Neuf personnes ont également été légèrement blessées, selon la Protection civile. Un autre tremblement de terre d'une magnitude de 3,4 sur l'échelle de Richter a été enregistré ce

mardi 30 octobre à Meftah à 19h08 dans la wilaya de Blida. Les citoyens algériens, effrayés, commencent déjà à s'interroger quant à la suite de ces secousses qui se répètent ! Joint au téléphone par notre rédaction, Loth Bonatiro, chercheur algérien, expert en astronomie, inventeur, et membre du Conseil scientifique au ministère de l'Environnement et de l'Aménagement du territoire considère que « ces activités sismiques n'ont pas de quoi instaurer un climat d'inquiétude chez les citoyens concernés surtout à Béjaïa où un séisme important a créé un vent de panique chez les citoyens de cette ville ». Loth Bonatiro s'est voulu rassurant et nous a indiqué que les séismes enregistrés dans différentes wilayas du pays sont le résultat « d'une activité saisonnière qui commence durant la même période de chaque année notamment durant le mois de décembre ou beaucoup de secousses sont enregistrées ». Selon lui, il y a donc des moments où la terre est prédisposée à entrer en mouvement. Poursuivant dans le même ordre d'idées il dira : « Il y a eu une chute de température qui fait que les roches se dilatent et créent des failles provoquant à leur tour un mouvement qui engendre des secousses telluriques ». Donc il n'y a pas lieu de s'inquiéter selon les propos de notre interlocuteur et laissons notre bonne vieille terre respirer.

H. B.

OUM EL-BOUAGHI, POMMES
DE TERRE

26.464 quintaux récoltés

Pas moins de 26.464 quintaux de pommes de terre d'arrière-saison, dont la cueillette a débuté fin novembre, ont été récoltés à ce jour dans la wilaya d'Oum El-Bouaghi, a-t-on appris jeudi auprès de la Direction des services agricoles (DSA).

Cette production a été obtenue sur 173 hectares d'une surface totale de 194,5 hectares plantée de ce tubercule, a précisé le chef du service de la production végétale, notant que la production globale devra avoisiner les 28.000 quintaux.

Concentrée dans les localités d'Ouled Hamla, Ain M'lila, Sigus, Berriche et Meskiana, la culture de pommes de terre de saison devra s'effectuer sur une superficie de 586 hectares et sur 30 autres hectares en culture intensive, a souligné la même source.

Selon le chef du service de la production végétale à la DSA, la wilaya d'Oum El-Bouaghi "offre un important potentiel pour le développement de cette culture, notamment avec le périmètre irrigué de Kasr Sbihi" qui s'étend sur 2.242 hectares et les vastes terres agricoles d'Aïn Kercha et des bassins de F'kirina et d'Oued Nini.

BOUMERDES

Attribution de 2.200 logements à fin 2012

Plus de 2.200 logements socio-locatifs seront attribués avant la fin de l'année en cours dans la wilaya Boumerdès, a-t-on appris jeudi dernier auprès des services de la wilaya.

Sur un programme d'attribution de 2.249 logements à travers 22 localités de Boumerdès, plus de 1.500 unités ont été déjà attribuées à leurs bénéficiaires, a indiqué la même source, assurant que l'opération d'attribution du reste des logements suit son cours grâce aux commissions de la wilaya chargées de cette opération, qui travaillent d'arrache-pied afin de la terminer dans ses délais (fin 2012), a souligné la même source.

Selon les chiffres fournis par la wilaya, 372 unités ont été attribuées à Boumerdès, 274 aux Issers, 202 à Ouled Moussa, 200 à Khemis El Khechna et 193 à Naciria.

Ce programme de logements socio-locatifs a profité également aux communes de Taourgua (149 unités), Bordj Menaiel (162), Zemmouri (120), Ouled Hadadj (130) et Larbaatache (124), est-il signalé.

Les logements en voie d'attribution sont situés dans les localités de Legata (2 unités), Chaâbat El Aneur (13), Timezrit (3), Si Mustpaha (9), Beni Amrane (35), Thenia (46), Ammal (19), Tidjelabine (3), Corso (6), Boudouaou (2) et enfin Keddara (24).

APS

TIZI-OUZOU, SECTEUR DE L'HYDRAULIQUE

De l'eau courante pour 214 villages

Il a été procédé à la mise en service de la station de refoulement d'eau, dont vont bénéficier six communes du flanc nord de la wilaya de Tizi-Ouzou à savoir : Boudjima, Iflissen, Tigzirt, Aghribs, Akerou et Azeffoun pour pas moins de 80.000 habitants répartis sur 214 villages.

PAR LOUNES BOUGACI

Boudjima, l'une des communes de la wilaya de Tizi-Ouzou qui a le plus souffert du calvaire de l'indisponibilité d'eau potable pendant des décennies va-telle enfin sortir de cet enfer ? Tout porte à le croire. En tout cas, pour la première fois dans l'histoire de cette région, l'eau n'a pas été coupée durant ces trois derniers jours consécutifs. C'est Hocine Necib, ministre des Ressources en eau en personne qui a fait le déplacement dans cette commune, situé à vingt-deux kilomètres au nord du chef-lieu de wilaya afin de donner le coup d'envoi officiel de la nouvelle alimentation en eau potable dont bénéficie désormais la localité. La délégation ministérielle comprenait également Abdelkader Bouazghi, wali de Tizi-Ouzou et des nouveaux élus à l'APW et à l'APC. Le ministre s'est rendu au village Afir, dans la commune de Boudjima où il a été procédé à la mise en service de la station



de refoulement d'eau dont vont bénéficier six communes du flanc nord de la wilaya à savoir : Boudjima, Iflissen, Tigzirt, Aghrib, Akerou, Azeffoun pour pas moins de 80.000 habitants répartis sur 214 villages. Par ailleurs, le premier responsable du secteur s'est rendu dans la même journée au lieu d'implantation du barrage de souk n'Tleta au sud de la ville de Draâ Ben-Khedda, sur le point d'être lancé. Selon des sources proches de l'administration concernées, toutes les contraintes

liées à l'expropriation des terres pour les besoins du barrage sont levées. Hocine Necib s'est rendu également au siège de l'Office national des assainissements de la wilaya de Tizi-Ouzou. Le ministre s'est enquis sur son fonctionnement. L'autre escale de Hocine Necib a été le siège de l'Algérienne des eaux de la ville de Tizi-Ouzou où il a insisté sur l'importance de l'amélioration du service public de l'eau qui doit répondre aux exigences des clients.

L. B.

GUELMA, PROGRAMME D'IRRIGATION DES CÉRÉALES

1.500 agriculteurs intéressés



Plus de 1.500 agriculteurs, activant dans la wilaya de Guelma, sont susceptibles d'adhérer au programme d'irrigation des céréales initié par le ministère de l'Agriculture au titre de la campagne 2012-2013, a indiqué jeudi dernier le directeur des services agricoles, Laïd Aouadi.

Les 6.000 agriculteurs recensés dans la wilaya ont été appelés à adhérer à ce programme, pour profiter des avantages offerts dans le cadre de ce projet du ministère de l'Agriculture et du développement rural, avec les partenaires de la filiale

céréales, comme l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC), qui déterminent les conditions d'acquisition des équipements d'irrigation.

Une campagne de sensibilisation a été lancée en direction des producteurs qui peuvent, dans le cadre de ce programme, bénéficier de crédits sans intérêt pendant trois ans, a-t-on indiqué au cours d'une rencontre tenue au siège de la direction des services agricoles et à laquelle ont pris part les représentants de la chambre de l'Agriculture, de la Coopérative des céréales et des légumineuses (CCLS), de la

Caisse régionale de mutualité agricole (CRMA) et de la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR).

Le DSA, estimant que les candidats au programme d'irrigation se doivent, dans leur intérêt, de postuler à un crédit R'fig, a ajouté que l'objectif initial est de "réaliser 4.500 hectares de céréales, uniquement de céréales, irrigués dans la wilaya de Guelma".

La campagne labours-semailles 2012-2013 prévoit de traiter, dans cette wilaya, 84.000 hectares destinés aux différentes variétés de céréales, selon M. Aouadi qui a ajouté que le programme d'irrigation devra porter les rendements à une moyenne de 50 quintaux à l'hectare.

La campagne de sensibilisation à ce programme sera lancée "dès la semaine prochaine" à partir de Hammam Debagh d'où s'étendent les plaines des communes de Medjez Ammar, Houari-Boumediene, Lekhzara, Boumehra- Ahmed, Belkheir, Guelaât Bousbaâ, pour toucher ensuite les autres régions de la wilaya.

Selon Amar Lahdidi, président de la Chambre de l'Agriculture, le programme d'irrigation permettra, en outre, "un meilleur accompagnement technique des producteurs", l'objectif étant d'atteindre 30 % de surfaces céréalières irriguées.

Les représentants de la CCLS, de l'Office des périmètres irrigués (OPI), de la BADR et de la CRMA, ont assuré aux participants que leurs organismes respectifs "apportent tout le soutien et l'aide pour la réussite de ce programme".

APS

CONSTANTINE, TRANS-RHUMEL

2012, et naquit la silhouette du viaduc...

Le Trans-Rhumel sera le plus imposant des ouvrages d'art et sans doute le plus beau. Ce n'est pas le moindre des exploits lorsqu'on sait que les cartes postales dédiées à Constantine ne manquent jamais de faire la part belle au pont suspendu de Sidi-M'cid et à celui, tout en pierres, surplombant le mausolée de Sidi Rached.

PAR YACINE LOUTARI

Parmi la foule de projets structurants inscrits ces dernières années au profit de la wilaya de Constantine, dans le cadre des différents programmes de développement, le viaduc Trans-Rhumel tient sans conteste la vedette. Comment pourrait-il en être autrement dans une cité que l'on désigne, depuis toujours, sous le nom de "ville des Ponts" en raison des 7 ouvrages qui relient depuis de nombreuses décennies les berges de l'oued Rhumel en faisant le "pied de nez" à l'imposant rocher sur lequel l'agglomération est bâtie. Le Trans-Rhumel sera le plus imposant de ces ouvrages d'art et sans doute le plus beau. Ce n'est pas le moindre des exploits lorsqu'on sait que de tous temps, les cartes postales dédiées à Constantine ne manquent jamais de faire la part belle au pont suspendu de Sidi-M'cid et à celui, tout en pierres, surplombant le mausolée de Sidi Rached. Pourtant, il y a un peu plus de quatre ans, lorsque l'idée de faire naître un 8^e pont à Constantine avait commencé à



germer pour être ensuite évoquée par les responsables locaux, il ne s'est pas trouvé grand-monde pour y croire. L'air plutôt dubitatif du commun des Constantinois s'expliquait surtout, à cette époque, par le caractère "colossal" d'un viaduc capable de faire la jonction sur une distance de plus de 1.100 m entre la place de l'Onu, au cœur de la cité, et l'avenue de Batna, à une encablure du plateau du Mansourah après avoir enjambé le lit du Rhumel qui se trouve plus de 130 mètres plus bas. Ce pont géant aux lignes futuristes bouleversera, quoi qu'il en soit, la configuration urbanistique de cette ville qui cherche coûte que coûte à recouvrer son aura d'autrefois et à récupérer son statut de capitale de l'Est algérien. Le viaduc dont la silhouette commence à émerger dans le paysage constantinois rejoindra le chemin

forestier et les hauteurs de Mansourah via un tronçon routier de plus de trois kilomètres, ce qui va sans doute soulager une cité qui étouffe sous le poids d'une circulation devenue insupportable. De conception brésilienne, le viaduc Trans-Rhumel en réalisation par le groupe Andrade-Gutierrez sera "accroché" à une route dont les travaux de construction tournent autour d'un taux de 30% de façon à desservir toute la partie sud de la ville dont l'immense cité de Sakiet Sidi-Youcef et ses prolongements vers Djebel Ouahch, Ziadia, Daksi et Oued El Had. Des techniques de pointe ont été utilisées pour maîtriser les glissements de terrain constatés sur un sol "valsant" d'un mouvement turbulent, faisant que les 8 pylônes sur lesquels le tablier du Trans-Rhumel sera posé sont aujourd'hui solide-

ment ancrés. D'une largeur de plus de 27 mètres, cette infrastructure de base qui viendra témoigner du degré de développement atteint par l'Algérie après 50 ans d'indépendance, est réalisée pour deux voies avec, aux extrémités, deux trottoirs qui permettront aux piétons de s'y aventurer sans le moindre risque. Appartenant à la catégorie "pont à haubans", le Trans-Rhumel est présenté par ses concepteurs comme un ouvrage "transparent", ce qui ne veut pas dire qu'il sera invisible (loin s'en faudrait) mais qui signifie tout simplement que le viaduc n'aura pas d'incidence négative sur le panorama de la cité. Dans quelques mois, peut-être au début de l'été, les deux pylônes porteurs (dits aussi mâts, d'une hauteur de 40 mètres depuis la chaussée) sur lesquels seront fixés les haubans (câbles en acier destiné à soutenir le tablier et à répartir les efforts), seront visibles. Fuselés au maximum, ils n'altéreront en rien les repères de la ville. L'on dit qu'à Constantine, les relations entre les hommes ont eu toujours besoin, pour se maintenir d'être consolidées. En mars 2014, lorsque cet ouvrage sera inauguré, ces relations devraient, en suivant cette logique, se consolider davantage entre les constantinois qui avaient fait montre d'une certaine réticence à l'idée d'un 8^e pont. Cette réticence, née de réflexions rétrogrades véhiculées par des partisans du statut-quo, a aujourd'hui laissé place, chez les Constantinois, à de la fierté. Une fierté nourrie par la perspective de voir leurs enfants grandir dans une ville où trônera ce qui sera sans doute l'un des plus beaux ouvrages d'art dans le monde. Y. L.

TLEMCEN, FERMES AQUACOLES

4 nouveaux sites retenus

Quatre nouveaux sites ont été retenus pour abriter des fermes aquacoles dans la wilaya de Tlemcen, a-t-on appris mercredi auprès de la responsable de la direction de la Pêche et des Ressources halieutiques. Il s'agit des sites d'"Ellouh" et "Maarouf", situés dans la daïra de Marsa Ben M'hidi, et de "Ouled Salah" et "Mekhelled" dans la daïra de Honaine. Ces nouveaux sites s'ajoutent aux deux projets, entrés en exploitation, l'un d'élevage du poisson roussettes (chien de mer) au niveau de la plage "Agl" à Honaine et l'autre à "Maarouf" pour l'ostréiculture (huîtres), d'une capacité de 4,5 tonnes par an. Le choix des sites intervient, après une étude menée conjointement par les services techniques de la même direction, un staff technique du ministère de tutelle et de chercheurs du Centre national de recherches et études de la pêche. Cette étude a permis l'élaboration de fiches techniques de chaque site à l'intention d'éventuels investisseurs. La même responsable a ajouté que son administration s'est penchée également sur la pêche continentale au niveau des barrages et bassins d'exploitations agricoles pour développer cette activité. L'objectif étant de relancer le secteur pour répondre aux besoins du marché local et des consommateurs de ce genre de poissons d'eau douce. Dans ce cadre, près de 1.000 alevins de Tilapia (rouge et gris) ont été ensemencés



au niveau de trois bassins d'irrigation à Maghnia, à titre expérimental. En cas de réussite, l'expérience sera éten-

due aux autres bassins hydriques de la wilaya, ajoute-t-on de même source.

APS

La céramique de Boudouaou à l'honneur au Salon "La Main d'or"

Les visiteurs du 4^e salon national de l'artisanat, "La Main d'or", ouvert mercredi à la maison de la culture Mohamed-Laïd-Al-Khalifa de Constantine, sont attirés par le stand du céramiste Abdelkrim Mouhous, de Boudouaou à Boumerdès. La grande variété d'échantillons des produits multiformes de décoration ou utilitaires, patiemment façonnés en terre blanche cuite et en kaolin, exerce un irrésistible attrait sur les Constantinois amateurs du beau qui n'hésitent pas à mettre la main à la poche pour acquérir ce qui leur plaît, a-t-on constaté. Parmi les petits chefs d'œuvres exposés, figurent des pièces de diverses dimensions, enjolivées à l'oxyde colorant et couverts de cristalline à la dorure de 12 carats, et savamment décorés de motifs arabesques mêlant dans une belle symbiose le vermeil, l'argent, le bleu saphir, l'ocre, le vert émeraude et le rose. Inspirés du terroir berbère, des gravures rupestres du Tassili et du legs du style architectural arabo-musulman et mauresque, les spécimens exposés "s'arrachent" en dépit du prix pouvant paraître excessif aux yeux d'acheteurs à la bourse modeste. Les petites babouches en céramique se vendent aussi bien que les lavemains que les sultans et les dignitaires utilisaient autrefois. Tasses, pots, bonbonnes, coupes, vases, rosiers, sucriers, veilleuses, porte-stylos bien ciselés et aux reliefs variés ne laissent pas indifférents les visiteurs venus découvrir le patrimoine ancestral inspiré du terroir culturel des treize wilayas participant à ce salon dont la clôture sera marquée par la remise de "La Main d'or" au meilleur exposant. APS

Événements phare de l'année 2012

L'année 2012 se termine sur des conflits sanglants, les messages de paix augureront-ils d'une année 2013 sereine, c'est encore un autre message d'espoir lancé pour un monde meilleur.



JANVIER

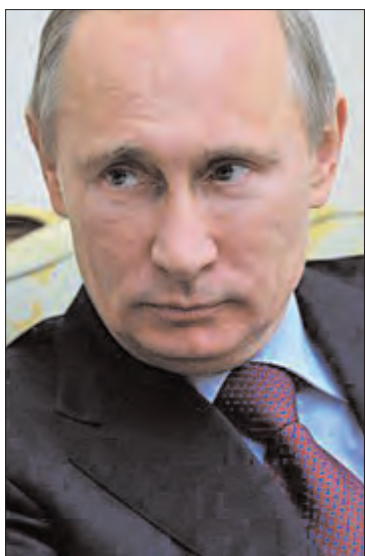
Italie - Le paquebot Costa Concordia, transportant 4.229 passagers, s'échoue après avoir heurté un rocher devant l'île du Giglio en Toscane. Le naufrage fait 32 morts.

FÉVRIER

Chine - Début de "l'affaire Bo Xilai", tout-puissant responsable de la mégapole de Chongqing (Centre) et membre du Comité central du PC. Accusé de corruption et d'implication dans des affaires criminelles, il est détenu au secret dès avril.

Grèce/UE - La Grèce obtient de la zone euro une aide publique de 130 milliards d'euros ainsi que l'effacement de 107 milliards d'euros de dettes, lui évitant la faillite et une sortie de l'Union monétaire. Athènes est en contrepartie soumise à une austerité stricte, sur fond de violentes manifestations.

MARS



Russie - Vladimir Poutine remporte l'élection présidentielle dès le premier tour (64%). L'opposition et des observateurs dénoncent un scrutin entaché de fraudes. Des manifestations de grande ampleur se succèdent, occasionnant des centaines d'interpellations.

Suisse - 28 personnes, dont 22 enfants originaires de Belgique, trouvent la mort dans l'accident d'un autocar qui percute une paroi du tunnel autoroutier de Sierre, dans le canton du Valais (Sud).

Mali - Début de l'occupation par des groupes islamistes armés,

appuyés par un groupe rebelle touareg, du nord du pays. Fin juin, les islamistes infligent une lourde défaite aux rebelles touareg, renforçant leur emprise déjà forte sur la région, où ils imposent la charia. Le 20 décembre, le Conseil de sécurité de l'Onu donne son feu vert au déploiement d'une force internationale, mais par étapes et sans fixer de calendrier précis pour la reconquête du Nord.

AVRIL

Birmanie - Aung San Suu Kyi, figure historique de l'opposition à la junte et prix Nobel de la paix 1991 est élue pour la première fois députée. En juin, elle effectue son premier voyage en Europe depuis 1988 et prononce à Oslo son discours de lauréate, plus de vingt ans après avoir été récompensée.

MAI

États-Unis - Une version du "Cri" du peintre norvégien Edvard Munch, est adjugée 119,92 millions de dollars à New York par Sotheby's. Elle devient l'oeuvre d'art la plus chère jamais vendue aux enchères.

Grèce - Des élections législatives anticipées tournent au vote-sanction contre la rigueur et les partis traditionnels. Le parti néonazi Aube Dorée fait irruption sur la scène politique. Faute d'accord sur un gouvernement, de nouvelles élections sont organisées en juin et remportées par le parti conservateur Nouvelle Démocratie (ND). Antonis Samaras devient Premier ministre.

France - Le socialiste François Hollande est élu à la présidence, scellant le retour de la gauche au plus haut sommet de l'Etat après 17 années d'absence. En juin, le PS remporte la majorité absolue lors des législatives.

Facebook - Le réseau social fait une entrée en bourse ultra-médiatisée, avec une valorisation de 104 milliards de dollars. Le cours d'introduction, fixé à 38 dollars l'action, se révèle très vite décevant, passant même sous les 20 dollars. En octobre, le réseau franchit le milliard d'utilisateurs.

JUIN

Grande-Bretagne - La reine Elizabeth II célèbre avec faste son jubilé de diamant marquant le 60e anniversaire de son accession au trône. Les festivités s'achèvent sans le prince Philip contraint à une brève hospitalisation.

WikiLeaks - Le fondateur du site, Julian Assange, se réfugie dans l'ambassade d'Equateur à Londres pour échapper à une extradition vers la Suède où il est accusé de viol et d'agression sexuelle. Il a obtenu en août l'asile politique.

Egypte - Mohamed Morsi, candidat des Frères musulmans, prête serment comme premier président civil et islamiste du pays, après avoir remporté la première présidentielle de l'après-Moubarak.

JUILLET

Iran - Un embargo pétrolier sans précédent de l'UE entre en vigueur, suivi de nouvelles sanctions occi-

dentes pour obliger Téhéran à céder sur ses activités nucléaires controversées.

Sciences - Le Cern annonce la découverte d'une nouvelle particule élémentaire, le boson de Higgs, dont l'existence a été suggérée dès 1964 par le physicien britannique Peter Higgs. Ce boson explique notamment pourquoi certaines particules ont une masse et pas d'autres.

Libye - Election d'une Assemblée nationale, premières élections libres du pays après des dizaines d'années de dictature sous



Mouammar Kadhafi.

Syrie - Un attentat spectaculaire frappe l'appareil sécuritaire du régime et tue trois hauts responsables, dont le beau-frère du président Bachar al-Assad. L'attentat, revendiqué par l'Armée syrienne libre intervient alors que les combats les plus violents depuis le début de la révolte en mars 2011 ont gagné Damas puis Alep.

Espagne - Madrid, qui fait face à la panique des marchés et à une grogne sociale sans précédent, obtient de la zone euro un plan d'aide pour recapitaliser ses banques. Début août, le gouvernement de Mariano Rajoy adopte un plan de rigueur prévoyant 150 milliards d'euros d'économies.

Jeux Olympiques - Cérémonie d'ouverture des XXX^e JO à Londres. Pour la première fois, des femmes sont présentes dans toutes les délégations.

AOÛT

Espace - Le robot Curiosity se pose avec succès sur Mars ouvrant une nouvelle ère d'exploration de la planète rouge. Sa mission doit durer au moins deux ans.

Russie - 3 jeunes femmes du groupe Pussy Riot sont condamnées à 2 ans de camp pour avoir chanté une "prière punk" anti-Poutine dans une cathédrale moscovite en février.

Norvège - A la suite d'un procès fleuve émaillé de provocations, l'extrémiste Anders Behring Breivik est jugé responsable des attentats d'Oslo et Utoeya, qui avaient fait 77 morts en juillet 2011. Il écope de 21 ans de prison.

Espace - Mort de l'astronaute américain Neil Armstrong entré dans l'Histoire le 20 juillet 1969 comme le premier homme à avoir marché sur la Lune.

SEPTEMBRE

Irak - Une vague d'attentats coordonnés contre les forces de sécurité font près de 90 morts et plus de 400

blessés, revendiqués par l'Etat islamique d'Irak (ISI), la branche d'Al-Qaïda dans le pays.

Libye - 4 Américains, dont l'ambassadeur Chris Stevens, sont tués dans l'attaque aux lance-roquettes du consulat américain de Benghazi par des miliciens islamistes.

Afghanistan - La coalition subit les pertes matérielles les plus importantes depuis 2001 lors de l'attaque par des talibans du Camp Bastion pour protester contre un film américain anti-islam.

États-Unis - Washington annonce que les 33.000 Américains envoyés en renfort ont quitté l'Afghanistan. En novembre, la France retire ses dernières troupes combattantes. La mission de combat des forces de la coalition doit s'achever fin 2014.

OCTOBRE

Pakistan - Malala Yousafzai, une adolescente de 15 ans militant pour le droit à l'éducation des filles, est grièvement blessée lors d'un attentat ciblé des talibans pakistanais.

Nobel - Le Prix Nobel de Littérature est décerné au Chinois Mo Yan. Le Nobel de la Paix est attribué à l'Union européenne.

Colombie/FARC - Le gouvernement et la rébellion marxiste des Forces armées révolutionnaires ouvrent officiellement en Norvège



des pourparlers de paix.

Ouragan Sandy - l'un des ouragans les plus dévastateurs de ces dernières années frappe de plein fouet une vaste région allant des Caraïbes au Canada.

Ukraine - Le parti du président Viktor Ianoukovitch sort vainqueur des élections législatives. Le scrutin est vivement critiqué par l'Occident.

NOVEMBRE

États-Unis - Barack Obama est réélu pour un second mandat de quatre ans à la Maison blanche, face au républicain Mitt Romney.

États-Unis/CIA - Démission du directeur de la CIA le général David Petraeus suite à la révélation d'une relation extraconjugale avec sa biographe.

Ghaza/Israël - Israël lance l'opération "Pilier de défense" dans la bande de Ghaza avec l'assassinat du chef militaire du Hamas Ahmed Jaabari.

Chine - L'équipe dirigeante est renouvelée à l'issue du 18e Congrès du Parti communiste chinois. Xi Jinping nouveau numéro 1 succède à Hu Jintao.

RD Congo - Les rebelles du M23 prennent quasiment sans combat la ville stratégique de Goma, capitale provinciale du Nord-Kivu. Ils se retirent de la ville le 1er décembre, après une forte mobilisation internationale.

Egypte - Début d'une grave crise politique et de violences à la suite d'un décret par lequel le président Morsi s'arroge des pouvoirs exceptionnels plaçant ses décisions au dessus de tout contrôle judiciaire.

Arafat - Le corps du dirigeant historique palestinien, Yasser Arafat, décédé en 2004, est exhumé à Ramallah et des prélèvements effectués sur sa dépouille sont confiés à des experts internationaux.

Syrie - La banlieue de Damas est frappée par l'attentat le plus meurtrier pour les civils (plus de 54 morts) à Jaramana.

Palestine/Onu - Un vote historique à l'Onu fait de "l'entité" palestinienne un "Etat observateur non membre" (138 voix pour, 9 contre et 41 abstentions). En représailles, Israël annonce la construction de 3.000 logements en Cisjordanie occupée et à Jérusalem-Est, suscitant de vives critiques des Etats-Unis et de plusieurs pays européens.

DECEMBRE

Mexique - Investiture du président Enrique Peña Nieto, qui marque officiellement le retour au pouvoir du Parti révolutionnaire institutionnel à la tête du pays de 1929 à 2000.

Philippines - Le typhon Bopha, ravage le sud du pays faisant 1.067 morts et plus de 800 disparus.

Corée du Nord - Pyongyang procède au tir réussi d'une fusée chargée d'un satellite, majoritairement condamné par la communauté internationale, y compris par son principal partenaire chinois.

États-Unis/Fusillade - L'école élémentaire de Sandy Hook à Newtown (Connecticut) est le théâtre d'une des pires fusillades en milieu scolaire. Adam Lanza, 20 ans, abat 26 personnes dont 20 enfants avant de se suicider.

Japon - Le Parti libéral-démocrate revient au pouvoir en remportant la majorité absolue à la chambre des députés, dans un contexte de querelle territoriale sino-japonaise concernant les îles Senkaku/Diaoyu.

Italie - Mario Monti présente sa démission, juste après l'adoption définitive du budget 2013, précipitée par le lâchage du parti du Peuple de la Liberté et le retour en politique de son leader, Silvio Berlusconi. Le Parlement est dissous le lendemain, provoquant des législatives anticipées.



INDICES ÉCONOMIQUES FORTS, PROMESSE D’UN PACTE DE CROISSANCE

2013 : année de tous les espoirs

Avec des indices économiques forts et l’engagement du chef de l’exécutif d’aller vers un pacte de croissance avec tous les protagonistes du secteur, l’année 2013 devient celle de l’attente et entame la décennie de l’espoir. Eclairage : l’année 2012 tire vers sa fin, le moment est propice pour revenir sur l’événement phare de l’année. Perçu par la lucarne économique, il repose sur les nouvelles orientations que tend de prendre le pays pour relever la barre de la croissance.

Page 12



FRANCE

La croissance révisée à la baisse au troisième trimestre

La croissance de l’économie française au troisième trimestre a été révisée à la baisse à 0,1% contre une précédente estimation de 0,2%, a annoncé vendredi l’Institut national des statistiques et des études économiques (Insee), éloignant plus encore la possibilité d’atteindre l’objectif de croissance de 0,3 % du gouvernement socialiste pour 2012.

Page 14

INDICES ÉCONOMIQUES FORTS, PROMESSE D'UN PACTE DE CROISSANCE

2013 : année de tous les espoirs

Avec des indices économiques forts et l'engagement du chef de l'exécutif d'aller vers un pacte de croissance avec tous les protagonistes du secteur, l'année 2013 devient celle de l'attente et entame la décennie de l'espoir. Eclairage : l'année 2012 tire vers sa fin, le moment est propice pour revenir sur l'événement phare de l'année. Perçu par la lucarne économique, il repose sur les nouvelles orientations que tend de prendre le pays pour relever la barre de la croissance. Telles ont été, dans leurs généralités, les propos du chef de l'exécutif dans la réunion gouvernement-syndicat-patronat pour relancer l'investissement productif. Le but étant d'aller concrètement vers une production nationale. Pour Sellal le moment est venu de composer avec tout ce que l'on a comme richesses, ressources et potentialités pour les identifier et les rentabiliser. Lors de sa rencontre avec les partenaires sociaux et le patronat en novembre dernier, il s'est engagé avec eux à bâtir un pacte de croissance.

PAR DJAOUIDA ABBAS

Avant lui l'équipe d'Ouyahia a lancé le développement des PME/PMI et TPE. Aujourd'hui elles sont 700.000 à être recensées et le mot d'ordre est de les rentabiliser en les remettant à niveau. Face au besoin nécessaire de rattraper le train de retard cumulé pendant la décennie noire, le Premier ministre ne fait pas dans la dentelle. Pour y arriver il compte exploiter et « *utiliser nos capacités pour développer encore un peu plus notre économie* », dixit Sellal. Décryptage, le chef de l'exécutif compte composer avec les hydrocarbures, les PME/PMI ; les énergies renouvelables, le gaz de schiste, bref tout ce qui est exploitable. La vision est globale, générale même, elle prête à confusion et même contradiction, notamment dans le développement des énergies renouvelables et l'exploitation du gaz de schiste. Pour le Premier ministre même si cela ne se fait pas aujourd'hui, cela se fera demain, donc autant y penser aujourd'hui. Car il s'agit de stratégie sur le long terme. Pour le fioul, il préfère avoir n franc jeu, en le considérant comme la ressource sur laquelle s'adosent nos finances, le Premier ministre considère qu'« *Au niveau du gouvernement, nous ne sommes pas de ceux qui parlent de l'économie de l'après pétrole, mais nous disons qu'il faut développer une croissance Avec le pétrole* ». Plus explicite il résume la situation économique par un déséquilibre entre la macroéconomie et la microéconomie. A la réunion de novembre dernier Sellal a soulevé la problématique de l'économie algérienne qui est marquée par une bonne tenue de la macro économie (grâce au fioul,ndlr) avec de bons équilibres financiers, « *réside dans le cadre microéconomique, c'est à dire au niveau de l'entreprise* ». Pour mieux comprendre ces propos quoi de mieux que les chiffres pour le faire.

Déficit budgétaire de l'ordre de 10-11% du PIB

Selon les statistiques du département de Djoudi le contribuable est mis à rude épreuve. À fin septembre le Trésor public a enregistré un déficit de 2,022 milliards DA contre un déficit de 1.163,3 milliards DA à la même date en 2011. Il représente un peu moins de la moitié du déficit budgétaire annuel prévu pour 2012 (plus de 4.100 MDS DA). Selon le ministre des Finances il ne s'agit de chiffres fixes, ils seront modifiés et précisément ramenés à la baisse après le recours. Au FRR pour se tasser autour de 10-11% du PIB annuellement. Toutefois les chiffres du mois de septembre illustrent le cumul du déficit des neuf premiers mois. En cause l'exécution de la loi de finances complémentaire de 2012. A elle seule, elle représente l'écart entre le montant des recettes budgétaires recouvrées par le Trésor hors recettes du FRR (de l'ordre de 3.275,52 MDS USD) à fin septembre et les dépenses budgétaires réelles estimées à la même date à 5.292,65 MDS DA à la même date, selon les données. La loi de finances complémentaire (LFC) de



2012 prévoit des dépenses de fonctionnement de 4.925,11 MDS DA et des dépenses d'équipement de l'ordre de 2.820,41 MDS DA. Elle prévoit des recettes budgétaires de 3.469 MDS DA et des dépenses de 7.745,52 MDS DA sur un an. La LFC prévoit un déficit budgétaire de 4.116 MDS DA. Traduit au PIB le déficit budgétaires est 28% et un solde négatif accentué par une hausse des dépenses de fonctionnement en 2012 pour soutenir les augmentations salariales. A la fin juin 2012, le déficit du Trésor était de 1.303,1 MDS DA. À fin septembre ces chiffres sont passés à 2.022 MDS DA, il s'agit d'une croissance fulgurante pour un trimestre estimée à 700 milliards DA. Globalement pour les neuf premiers mois de l'année le Trésor public a décaissé 3.676,64 MDS DA pour les dépenses de fonctionnement et 1.616 MDS DA pour l'équipement. En outre le solde des comptes d'affectation spéciale (CAS) a été évaluée à 59 MDS DA contre 24 MDS DA à fin 2011. Pour ce que sont des ressources ordinaires du Trésor (toutes recettes de l'Etat, hors fiscalité pétrolière) elles ont atteint 1.756,48 MDS DA à la fin du mois de septembre. La fiscalité pétrolière enregistrée à la même période a atteint les 3.166,14 MDS DA. L'année d'avant et pour la même époque les

chiffres étaient de 2.920,24 MDS DA. 1.519 MDS DA ont été versés au budget de l'Etat et 1.647, 1 MDS DA consacrés au FRR (Fonds de régulation des recettes). Pour information à la fin du mois de juillet, les disponibilités du Fonds, (créé en 2001 pour soutenir une partie du déficit budgétaire et assurer le remboursement anticipé de la dette extérieure) ont atteint 6.485,8 MDS DA, l'équivalent de 40% du PIB algérien. S'agissant de la dette courante d'après la même source à la fin du mois de septembre elle a été estimée à 580,3 MDS DA de contre 569,9 MDS DA en 2011. De son côté la "dette d'assainissement" a été ramenée à 711 MDS DA et la dette interne à 1.291,4 MDS DA. Aussi la dette publique extérieure a été réduite à 412,6 millions USD. En 2011 elle a affiché 467,8 millions USD. Le taux d'inflation se chiffrait à 8,85% à fin septembre et un taux de croissance qui n'excède pas les 2,5% à la même période de 2011. Parallèlement les exportations affichaient à la même période 55,27 MDS USD. Elles étaient en berne par rapport à septembre 2011 (55,42 MDS USD). La vente des hydrocarbures sur l'international s'est soldée avec des chiffres records de 53,77 MDS USD à fin septembre 2012. Le département de Djoudi précise

que comparé à l'année d'avant et à la même période les chiffres sont similaires. Résultat des comptes la balance commerciale enregistre un solde positif de 21,2 MDS USD (pendant la même période), contre un excédent de 19,42 MDS USD durant la même période de 2011. Pour information la fiscalité pétrolière prévisionnelle, basée sur un prix de baril à 37 dollars, a été recouvrée depuis avril dernier depuis la fiscalité pétrolière est directement versée au FRR. Le prix moyen du pétrole brut algérien était de 111,1 USD en septembre dernier. Si aujourd'hui le pétrole coule à flots qu'en sera-t-il pour demain ? D'où l'impératif d'aller vers une diversification de l'économie et un redressement en donnant la place qu'il faut à l'entreprise en tant que matrice de plus value. A l'issue de ces chiffres le Premier ministre a appelé en novembre à aller vers un pacte de croissance en créant

« *Définitivement un climat de confiance entre ceux qui sont chargés de créer la croissance et ceux qui sont chargés de veiller à la gouvernance de ce pays* ». Pour y arriver il a ouvert le dialogue avec le patronat, le syndicat et les spécialistes des questions économiques pour aller vers des solutions. Ainsi et pour commencer la chasse à l'informel on a commencé par démonter les marchés à la sauvette. S'en sont suivies des mesures prises du côté bancaire dont l'activation des cartes monétiques de la facilitation d'ouverture de comptes bancaires pour des sociétés ou des particuliers dès le début 2013. Pour la résorption du chômage le crédit à l'emprunt encourage le développement des PME/PMI et TPE. Est-ce suffisant pour sortir d'une économie de rente vers une économie de production et dérouter la machine-production ? L'interrogation reste de mise puisqu'il est question aussi de relancer l'industrie. Aujourd'hui notre nouvelle configuration industrielle est à l'instar des pays non développés faits de plateformes de sous-traitance. Ajouter à cela en matière d'IDE même si le pays regorge de ressources, reste que les prix restent élevés et la destination Algérie peine à décoller, en cause les infrastructures manquantes pour les étrangers à l'instar du logement, des écoles, etc., comme cela se fait chez nos plus proches voisins : Tunisiens et Marocains. Sommes-nous condamnés à suivre le pas ou inverser le cours de la vapeur et entreprendre pour recréer notre industrie ? Si des contrats ont été signés à ce jour avec des grandes industries, dont Renault pour ne citer que ce dernier, pour sous traiter d'autres contrats ont suivi avec d'autres pays dont celui signé avec la partie turque sur le textile pour remettre à niveau ce type de production et rentabiliser à bon escient l'outil industriel mis en quarantaine depuis les années 90, date de l'arrêt de la production industrielle nationale. Pour autant le parc industriel va-t-il être rentabilisé ? Autant d'interrogations et surtout d'espoir pour relancer la production et donc l'industrie.

D. A.



DOCTEUR ABDELHAK LAMIRI EXPERT EN ÉCONOMIE

« C'est la décennie de la dernière chance »

Midi Libre : L'année 2012 boucle avec une macrofinance performance juteuse et une microfinance qui peine à décoller...

Dr Abdelhak Lamiri : Dans l'absolu la macro finance dépend de la santé des entreprises. Chez nous elle dépend des hydrocarbures. La bonne tenue des prix du pétrole a conféré une bonne santé à la macrofinance. Elle n'est que momentanée le temps de la bonne tenue des prix du fioul. De fait cette macrofinance nous révèle la faiblesse de notre économie, elle est basée sur les hydrocarbures d'où l'intérêt d'aller vers une économie productive et donc d'améliorer la production des entreprises, l'emploi pour que la macroéconomie s'améliore. Il est impératif qu'elle (macroéconomie) cesse d'être corrélée à l'activité énergétique.

Aujourd'hui l'Algérie s'engage vers un pacte de croissance avec pour mot d'ordre trouver le mécanisme ad hoc pour accélérer la croissance. Dans l'état actuel quel peut être pour vous le bon !

On a de tout temps appelé à la croissance créatrice de production et pour réduire nos importations estimées pour cette année à 50 MDS USD. Théoriquement on peut réduire la facture de 60 à 70 %. Pour y arriver il suffit d'augmenter le nombre d'entreprises. Aujourd'hui elles sont à 600.000. Pour atteindre nos objectifs il faudrait avoir un million d'entreprises en créant de l'ingénierie pour produire.

Un autre événement a marqué la rencontre gouvernement-syndicat-patronat, en l'occurrence la mise sur le devant de la scène économique des PME/PMI et la relance du tissu industriel..

Les opérateurs économiques ont réclamé une politique claire qui se fasse avec moins d'endettement. En clair il demandait qu'il y ait moins de

taxation. Faut-il rappeler que nos PME sont les plus taxées au monde. Il faut mettre des mécanismes ad hoc portant sur une réduction de ces taxes, la création des incubateurs, des pépinières... qui se traduisent dans la réalité. Or la nouvelle loi de finances 2013 ne laisse rien filtrer. Elle est identique aux autres et ne donne aucune visibilité, il n'y a aucun allègement fiscal pas plus pour l'endettement.

Aujourd'hui l'impératif est-il d'aller vers une multiplication de ces deux secteurs économiques ou plutôt de les réétudier dans le nouveau paysage économique en tenant compte des facteurs inhérents à leur développement (PIB nominal, demande, chômage technique, etc)

Il faut les relancer dans les deux secteurs publics et privé pour réduire les importations pour aspirer à l'indépendance, notamment les produits stratégiques. Aujourd'hui nous avons 700.000 entreprises, le but est d'aller vers un million d'entreprises. La croissance est de 2,5%. Ces chiffres comparés aux milliards injectés pour ne produire sont trop faibles. S'agissant du public il faut l'accompagner avec une économie de connaissance qui est le rôle de l'État. Explicitement l'économie de connaissance. Aujourd'hui nous ne possédons pas de doctrine du secteur public appuyée d'une stratégie et d'orientation claire. L'économie de connaissance est celle qui cherche les qualifications et la main d'œuvre voulue en les créant quand il le faut. Sommairement il faut identifier les entreprises stratégiques que l'État devra gérer.

Les déclarations du gouverneur de la BA précisent la solidité de notre position financière à moyen et long termes soutenue par le "retour à l'équilibre macroéconomique qui s'est accompagné d'un

développement de l'épargne nationale. Toutefois lorsque l'on suit l'info financière, les chiffres avancés par le département Djoudi sur le déficit budgétaire enregistré durant les neuf mois de l'année en cours ne prête-t-il pas à confusion ?

Aujourd'hui le budget se fait avec un prix du baril fixé à 111 dollars demain. Demain si le baril passe à 80 dollars cela se traduira par un déséquilibre qui se répercutera sur notre économie. Pour l'équilibre l'on aura recours au FRR mais pour un temps limité. D'où l'intérêt d'aller vers une véritable stratégie tant que les prix du brut sont au dessus de la barre des 100 dollars. Dans le moyen terme les Etats-Unis vont devenir un exportateur net du brut les prévisions les plus probantes sont un effondrement des prix. Cette décennie est celle de la dernière chance de nous tirer d'affaire et nous placer en dehors de la sphère des pays sous-développés.

Concrètement lorsque l'on tient compte des déclarations du Premier ministre, lors de la rencontre Gouvernement-Patronat-Syndicat, qui précisent que l'impératif est de créer définitivement un climat de confiance entre ceux chargés de créer la croissance et ceux en charge de veiller à la gouvernance de ce pays, quid de la confiance ?

Il faut dire qu'à la suite de cette rencontre c'est un véritable optimisme qui a regagné la sphère des opérateurs économiques. C'est le Premier ministre le plus pragmatique, maintenant pour garder cette confiance et ce crédit il faut continuer à aller vers la concertation pour dégager des mécanismes et créer des entreprises en veillant à leur management.

Propos recueillis par D. A.

DERNIER TRIMESTRE 2012

La récession devrait se poursuivre en Espagne

Frappée par un taux de chômage record et une profonde crise financière, l'Espagne restera en récession au dernier trimestre 2012, a indiqué vendredi la Banque d'Espagne.

"Les informations les plus récentes portant sur le dernier trimestre de l'année, bien qu'incomplètes, semblent indiquer que l'activité économique a poursuivi sa chute à cause de la contraction de la demande interne", explique le régulateur dans son bulletin économique mensuel. La mauvaise santé du secteur de la construction, l'un des moteurs de croissance du pays jusqu'à l'écroulement de la bulle immobilière en 2008, alliée à la petite forme des ventes au détail et une confiance des ménages mise à mal par le sombre contexte économique expliquent notamment ce recul du PIB, selon la Banque d'Espagne. Le régulateur avait déjà indiqué fin novembre que la récession devrait se poursuivre entre septembre et décembre, ce qui serait le sixième trimestre négatif d'affilée pour le PIB du pays. La quatrième économie de la zone euro est retombée en récession fin 2011, moins de deux ans après en être sortie. Au troisième trimestre 2012, le PIB de l'Espagne a reculé de 0,3% par rapport au trimestre précédent, déjà en repli de 0,4%.

Le Premier ministre espagnol Mariano Rajoy s'attend à une année 2013 "très dure" pour son pays, a-t-il déclaré vendredi, affirmant, toutefois, espérer que la situation économique s'améliore au second semestre. "Une année très dure nous attend encore, surtout au premier semestre, et nous devons poursuivre les réformes que nous avons lancées", a déclaré M.Rajoy lors d'une conférence de presse à l'issue du dernier Conseil des ministres de l'année. "L'économie espagnole restera en récession encore un temps mais nous espérons qu'elle commence à se redresser lors de la seconde moitié de l'année, 2013", a-t-il ajouté. L'Espagne, quatrième économie de la zone euro, est retombée en récession fin 2011, moins de deux ans après en être sortie. Au troisième trimestre 2012, le PIB de l'Espagne a reculé de 0,3% par rapport au trimestre précédent, déjà en repli de 0,4%. Selon les prévisions de la Banque d'Espagne, la récession se poursuit au dernier trimestre. Le gouvernement espagnol prévoit une baisse du PIB d'environ 1,5% cette année mais est plus optimiste pour 2013, avec un recul attendu de 0,5%. Afin de réduire son déficit public, le pays vient d'approuver un budget 2013 qui prévoit de récupérer 39 milliards d'euros, entre hausses d'impôts et économies. Une cure de rigueur historique de plus en plus contestée par les économistes, car perçue comme un frein à la reprise et régulièrement dénoncée dans les rues d'Espagne par des manifestations à répétition. "Nous sommes conscients d'avoir demandé un très gros effort aux Espagnols", a reconnu M. Rajoy vendredi. Si les mesures adoptées sont "parfois douloureuses", elles sont, selon lui, "inévitables et nécessaires" pour assainir l'économie et la relancer. "Austérité et réformes sont les deux ingrédients d'une politique dont l'unique objectif est de retrouver la croissance pour pouvoir créer des emplois le plus vite possible", a-t-il ajouté.

ARABIE SAOUDITE

Le budget 2013 fixé à 221 milliards de dollars

Un budget record avec des recettes de près de 829 milliards de riyals (221 milliards de dollars) a été adopté par le Conseil des ministres saoudien pour 2013, a annoncé samedi la télévision saoudienne. Les dépenses seront de 820 milliards de riyals (218,7 milliards de dollars), a ajouté la télévision en précisant que le Conseil des ministres avait "adopté le budget le plus important de l'histoire du royaume". Début octobre, le ministre saoudien du Pétrole Ali al-Nouaïmi avait déclaré que son pays, premier exportateur mondial de pétrole, s'engageait à satisfaire aux besoins du marché pétrolier. Le ministre avait alors précisé que la production saoudienne de pétrole avait varié cette année entre 9,7 et 9,9 millions de barils par jour, avec une pointe à 10,1 millions de barils par jour.

FRANCE

Croissance révisée à la baisse au 3^e trimestre

La croissance de l'économie française au troisième trimestre a été révisée à la baisse à 0,1% contre une précédente estimation de 0,2%, a annoncé vendredi l'Institut national des statistiques et des études économiques (Insee), éloignant plus encore la possibilité d'atteindre l'objectif de croissance de 0,3% du gouvernement socialiste pour 2012.

Le produit intérieur brut (PIB) de la France s'est contracté de 0,1% au deuxième trimestre par rapport aux trois mois précédents, a précisé l'Institut. La moindre hausse du PIB au troisième trimestre par rapport à l'estimation publiée en novembre "résulte de l'intégration d'informations connues depuis lors", justifie l'Insee, "en particulier, la production de (matériel de) transport est désormais évaluée en recul" et l'investissement et la consommation de services sont "globalement un peu moins dynamiques". L'acquis de croissance du PIB pour l'ensemble de l'année, c'est-à-dire le résultat qui serait finalement constaté si la croissance était nulle au quatrième trimestre qui a, lui aussi, été révisé en baisse par rapport à l'estimation donnée le mois dernier, à 0,1 % au lieu de 0,2 %. Ce faible acquis rend difficilement accessible l'objectif officiel de 0,3% de croissance en 2012 car il faudrait 0,7% de croissance au quatrième trimestre pour y parvenir. Or, l'Insee a prévu dans sa dernière note de conjoncture publiée



le 20 décembre un PIB des trois derniers mois de l'année de 0,2 % inférieur à celui des trois mois précédents. La France échappe néanmoins à la récession, techniquement définie comme au moins deux trimestres consécutifs de contraction de l'activité, une situation qui devrait se maintenir au moins jusque fin juin selon l'Insee qui prévoit une croissance de 0,1 % pour chaque trimestre au premier semestre 2013. Par ailleurs, les chiffres détaillés diffusés vendredi montrent que le pouvoir d'achat individuel, mesuré par unité de consommation, un calcul qui tient compte de la composition des ménages et des évolutions démographiques, a reculé de 0,2% au troisième trimestre après avoir augmenté de 0,2% au cours des trois mois précédents. Cela s'explique notamment par une forte accélération de la progression des impôts sur le revenu et le patrimoine (+3,8% après

+0,9%), due aux "mesures de renforcement des recettes fiscales votées pour redresser les finances publiques en 2012", selon l'Insee. La masse salariale perçue par les ménages a vu sa hausse accélérer légèrement (+0,5% après +0,4%) et "le dynamisme des prestations sociales ne faiblit pas (+0,9% après +0,9%)", a précisé l'Insee. Mais en tenant compte de la progression des impôts, le revenu disponible brut des ménages a ralenti en termes nominaux (inflation comprise) au troisième trimestre (+0,2% après +0,5%). Les prix à la consommation ont progressé de 0,2 %, au même rythme qu'au trimestre précédent. Les ménages ont réduit leur épargne, très élevée en France. Son taux est passé de 16,4 % au deuxième trimestre à 16,2 % au troisième.

CRISE BUDGÉTAIRE

Standard and Poor's ne pense pas abaisser de nouveau la note des Etats-Unis

L'agence de notation Standard and Poor's a indiqué que l'impasse sur le mur budgétaire aux Etats-Unis ne devrait pas conduire à un nouvel abaissement de la note de la dette du pays, privé de son prestigieux triple A à l'été 2011. L'agence précise dans un communiqué rendu public vendredi qu'elle ne "s'attend pas à que les négociations sur le +mur budgétaire+ aient un impact sur la note" des Etats-Unis (AA+) même si elle

parle d'"impasse" au Congrès. Le président américain Barack Obama et les chefs de file du Congrès ont entamé vendredi une ultime réunion pour arracher un accord budgétaire de dernière minute avant lundi et évitant aux Etats-Unis une cure d'austérité forcée. L'agence rappelle toutefois qu'elle maintient la perspective négative pour le pays, laissant entendre qu'une nouvelle dégradation n'est pas exclue dans les prochains mois. A

l'été 2011, Standard and Poor's avait retiré aux Etats-Unis leur triple A, en raison d'un précédent blocage politique sur le relèvement du plafond légal de la dette publique. En septembre, une autre agence de notation, Moody's, a averti qu'elle retirerait elle aussi son triple A aux Etats-Unis si le Congrès ne trouvait pas en 2013 un moyen de réduire à moyen terme le ratio de la dette publique au PIB du pays.

LES BOURSES EUROPÉENNES FINISSENT EN BAISSÉ,
PARIS PERD 1,47%

Craintes grandissantes sur les marchés

Les Bourses européennes ont clôturé en baisse vendredi alors que les craintes grandissent sur les marchés avant un nouveau round de négociations à Washington entre Républicains et Démocrates visant à éviter le "fiscal cliff" et ses effets très dommageables sur l'économie américaine, selon Reuters. A Paris, l'indice CAC 40 a perdu 1,47% pour finir à 3.620,25 points dans un volume très mince (1,3 milliard d'euros échangé sur NYSE Euronext Paris). Sur la semaine, l'indice a cédé 1,12% mais reste gagnant de 14,57% sur l'année. Londres a cédé 0,49%, Francfort - dont la

séance était écourtée de moitié - 0,57%, Milan 0,82% et Madrid 1,81%. L'indice EuroStoxx 50 des grandes valeurs de la zone euro a perdu 1,24%. La remontée récente des marchés d'actions reste fragile et l'appétit pour le risque demande à être conforté par des flux plus importants sur les actions. En attendant, la prudence reste de mise si l'on en juge par le rendement de l'emprunt d'Etat allemand (Bund) à 10 ans, actif réputé sans risque, qui reste très bas à 1,3% de même que celui de son équivalent français qui, lui, demeure sous 2%.

R. E.

PRODUCTION DU GAZ EN ARGENTINE

Un groupe américain va investir 3,4 milliards de dollars

L'Argentine vient d'autoriser le producteur d'hydrocarbures anglo-argentin Pan American Energy (PAE) à investir 3,4 milliards de dollars sur cinq ans dans la production de gaz dans le pays. Le groupe PAE s'est engagé auprès du gouvernement à "investir 3,4 milliards de dollars sur les cinq prochaines années dans la production de gaz dans notre pays", selon un communiqué du gouvernement argentin, publié vendredi à l'issue d'une rencontre entre la présidente Cristina Kirchner et des dirigeants de PAE. L'accord prévoit une "croissance de 4,3% du montant annuel des investissements du groupe sur la période 2013-2017", selon le texte. En retour, PAE bénéficiera d'une décision prise en novembre dernier, qui augmente le prix de production de gaz additionnel, le portant à 7,5 dollars par millions de BTU. La facture annuelle de l'Argentine pour ses importations de gaz et de pétrole est d'environ 12 milliards de dollars. Le principal actionnaire de PAE est le britannique BP avec 60% des parts. Les 40% restants sont détenus par Bidas Corporation, dont le capital est reparti à égalité par China National Offshore Oil Corporation Limited (CNOOC) et la société Bidas Energy Holdings, propriété de la famille argentine Bulgheroni.

TIMIMOUN, FESTIVAL CULTUREL DE L'Ahellil

Poésie et chant ancestral du Gourara

Ahellil, chant ancestral et genre folklorique caractérisant le Gourara, au Sahara algérien, berceau de la civilisation amazighe, est à l'honneur dans la ville touristique de Timimoune (Adrar), dans le cadre de la 6e édition du festival culturel de ce chant ancestral qui a débuté mercredi.

Classé patrimoine immatériel universel par l'Unesco en 2005, parmi 43 genres artistiques d'expression orale, Ahellil est un "genre poétique et musical emblématique des Zénètes du Gourara", cette région du sud-ouest algérien riche par ses expressions culturelles orales, a souligné le chercheur Mohamed Salem Zaïd, rapporte l'APS.

PAR ROSA CHAOUI

Enraciné dans l'histoire et la culture des populations de la région du Gourara, dans le Sud algérien, l'Ahellil, qui revêt une grande importance chez les populations de cette région consiste en des rythmes spécifiques exécutés, généralement le soir, dans les lieux publics, lors de fêtes familiales, de mariages ou de visites de mausolées de saints patrons de la région.

Le genre Ahellil tire sa spécificité de la manière dont il est exécuté, à travers des chants interprétés par des participants assis en cercle, "taqrabet" qui signifie rapprochement.

Le terme Ahellil a plusieurs significations, dont "Ahl el lil" (les gens de la nuit), parce que ce genre est généralement chanté la nuit, a indiqué le chercheur.

Certains, par contre, lui donnent une connotation religieuse, en l'associant à l'Islam, voire au mot "tahlil", autrement dit la glorification du nom de Dieu par la lecture du Saint Coran et des louanges à Dieu, et eu égard à la nature des textes chantés glorifiant Allah.

Les populations locales l'ont adopté, depuis des temps immémoriaux, lors de leurs fêtes et occasions heureuses, hérité de génération en génération avant même



l'avènement de l'Islam dans la région, a ajouté ce chercheur.

L'Ahellil, chanté exclusivement par les hommes

Aujourd'hui chanté uniquement par les hommes, ce genre lyrique était par le passé interprété par des femmes, localement connues sous le nom d'el-goualat (chanteuses), à l'exemple de la regrettée Dada Hasna.

Concernant la disposition de la scène de chant et de danse de l'Ahellil, un groupe de quelque 100 hommes se dressent en forme de cercle, au centre duquel "l'abechniou" (poète ou chanteur) se présente, accompagné de joueurs de Tamdja (flûte) et du galal (instrument à percussion traditionnel).

La flûte joue un rôle essentiel dans le

rythme qu'imprègne l'abechniou à l'interprétation lyrique, et dans le classement des morceaux poétiques qui sont repris et répétés par la chorale, de façon rythmée, en battant des mains, dans une symbiose singulière. Ce qui fait le charme de ce genre de musique, c'est bien la cohésion du cercle formé par ses exécutants qui traduit, dans une sérénité totale, la spiritualité des textes chantés au milieu d'une gestuelle cadencée au rythme des voix harmonieuses de la chorale imprimé par le chanteur.

Les thèmes de l'Ahellil sont tout aussi divers que la religion, la victoire, l'amour et la fidélité et célèbrent les épopées et gestes populaires de la région.

La danse d'Ahellil s'exécute en trois étapes, la première, "el-masrah", marque le début de la soirée par l'interprétation de

chants religieux et de louanges aux saints patrons de la religion. La deuxième étape, "ougrouti", évoque les souvenirs d'enfance, les sentiments, les tiraillements, voire les conflits et tout ce qui a trait à la vie en communauté. Alors que dans "la thara", troisième étape, les interprètes d'Ahellil glorifient Dieu et implorent son pardon.

Le flûtiste... meneur de jeu

La danse d'Ahellil commence avec le jeu du flûtiste, en préparation de l'entrée du chanteur qui, d'une voix tonifiante, débute par les gammes les plus hautes accompagnées de battements des mains, sur des rythmes qui en régulent l'exécution. Cette gestuelle artistique se poursuit en harmonie entre le chanteur et le chœur jusqu'à ce que l'interprète achève son chant, sous le rythme envoûtant des louanges au Créateur chantés par la chorale : "Allah Ya Allah" et "Ya Moulana Ya Moulana"...

R. C.

SEMAINE CULTURELLE DE LA WILAYA DE TIARET

Une soixantaine d'artistes à Aïn Defla

Une semaine culturelle de la wilaya de Tiaret s'est ouverte jeudi à Aïn-Defla avec la participation d'une délégation d'une soixantaine de personnes venues faire connaître les spécificités de cette région dans divers domaines.

Les expositions et spectacles liés à cette manifestation se dérouleront au niveau des communes d'Aïn-Defla, Miliana, Djellida et Hammam Righa, selon une source de la Direction locale de la culture.

De nombreuses expositions dans les domaines de la couture, des costumes, tapis et gâteaux traditionnels auront lieu à la faveur de cette manifestation, a indiqué à l'APS Khelil Karim, membre du commissariat du Festival des arts et cultures populaires de Tiaret.

Le programme de cette semaine culturelle comporte, également, un récital que donneront des poètes venus, notamment, des régions de Souguer et Frenda ainsi que des chansons raï et rap interprétées par des groupes locaux.

La directrice de la culture de la wilaya d'Aïn-Defla, Bey Boumezrag Zoulikha, a souligné que la tenue de la semaine culturelle de Tiaret à Aïn Defla constitue une occasion pour découvrir divers aspects de cette région, outre le fait de nouer des liens d'amitié et de fraternité entre les habitants des deux wilayas.

Le frère du défunt Ali Maâchi, président de la fondation nationale éponyme, Abdelkader Maâchi, a, de son côté, indiqué que sa présence à Aïn-Defla vise, surtout, à faire connaître davantage l'illustre chahid originaire de Tiaret.

Il a rappelé que la fameuse chanson intitulée "Angham el djazaïr" (mélodies d'Algérie) dans laquelle les différentes régions de l'Algérie ont été passées en revue, a valu à son frère d'être pendu le 8 juin 1958, relevant que le 8 juin correspond, désormais, à la Journée nationale de l'artiste.

APS

FIMAMA À ALGER

L'ensemble marocain Abdallah El-Makhtoubi enchante le public

Une soirée dédiée au patrimoine musical andalous marocain, très apprécié par le public algérien venu nombreux, a été animée jeudi dernier à Alger par l'Ensemble Abdallah El-Makhtoubi.

La soirée, qui entre dans le cadre de la septième édition du Festival international de musique andalouse et musiques anciennes (Fimama), était l'occasion de rassembler sur scène l'école tlemcénienne et l'école marocaine afin de montrer les différences entre les deux.

Après l'annulation du spectacle du luthiste allemand Michael Freimuth qui devait faire découvrir au public le luth occidental tel qu'il est enseigné dans les universités de musique européennes, le luthiste tlemcenien Tahar El-Hassar, qui s'était déjà produit mardi soir, est revenu

sur scène. Cette annulation a été pour le commissaire du Fimama, Rachid Guerbas, l'occasion d'expliquer au public les particularités de chacune des écoles avec des illustrations musicales à l'appui.

Avec la voix exceptionnelle du jeune chanteur Abdallah El-Makhtoubi l'ensemble éponyme s'est volontiers prêté aux explications de Rachid Guerbas afin d'illustrer les différents rythmes par lesquels passe la structuration de la nouba dans le Gharnati, école andalouse de l'ouest du Maghreb également retrouvée avec un cheminement musical différent à Tlemcen.

L'ensemble instrumental a reproduit de petites parties d'une nouba au grand bonheur du public qui a beaucoup apprécié l'énergie et la puissance instrumentale dégagées par l'ensemble, une troupe jeune

qui explore les passerelles avec d'autres écoles andalouses et même avec la musique classique sans pour autant dénaturer le "tarab el ghermati".

Ouverte sur la modernité tout en respectant la tradition andalouse, la troupe a introduit un violoncelle qui, mêlé au Rbab, instrument de plus en plus rare en Algérie, offre une nappe mélodieuse aux solistes de luth et de violon.

Inauguré jeudi dernier, le 7e Festival international de musique andalouse et musiques anciennes (Fimama) se poursuit jusqu'au 29 décembre à la salle Ibn Zeydoun de l'Office Ryadh el feth (Oref) à Alger, avec une riche programmatisation en provenance d'Asie, d'Europe et du Maghreb.

APS

FOOTBALL- COUPE D'ALGÉRIE

9 clubs de Ligue 1 aux 8^{es} de finale

Une moitié des clubs de la Ligue 1 de football s'est qualifiée pour les huitièmes de finale de la Coupe d'Algérie, prévues les 1^{er} et 2 mars prochain.

PAR MOURAD SALHI

Neuf clubs de Ligue 1 de football seront, donc, présents aux huitièmes de finale de Dame Coupe. Ce qui ne constitue pas une surprise, selon les observateurs, comparativement aux précédentes éditions, mais ce qui est sûr, le prochain tour de cette prestigieuse compétition s'annonce chaud. Plusieurs affiches entre pensionnaires de Ligue 1 sont attendues. Le détenteur du trophée, l'ES Sétif a été mis à rude épreuve par le NRB Touggourt. Cette formation du Sud, qui a tenu tête au leader, quitte la compétition par la grande porte. L'USM Harrach, dauphin du championnat national de Ligue 1, s'est débarrassée du MC El Eulma. La rencontre était très serrée entre ces deux formations de Ligue 1 qui devaient jouer les prolongations pour se départager. Le match choc de ce tour entre le MC Alger et la JS Kabylie, disputé au stade 5-Juillet, a souri finalement au doyen après la série des tirs au but. Le club algérois, qui termine la saison en beauté, avec à la clé une place sur le podium, mise beaucoup sur cette prestigieuse compétition nationale. L'USM Alger, troisième au classement général, n'a pas dépensé beaucoup d'énergies pour venir à bout du CC Sig. Le score de 5 buts à zéro résume bien la physionomie du match. La JSM Béjaïa, en déplacement périlleux au stade 20-Août, a été éliminée par le CR Belouizdad sur le fil. Avec cette élimination, le club phare de la Soummam devra se concentrer sur le championnat et préparer comme il se doit la ligue des champions africaine. L'unique but de la rencontre a été inscrit par Zerara à l'entame de la deuxième période contre son camp. Le CS Constantine a infligé une véritable correction à la lanterne rouge de Ligue 1, l'USM Bel Abbès, en la laminant sur le score large de cinq buts à un, dans une partie scellée dans le premier quart-d'heure. Le club des Ponts suspendus, qui n'est pas vraiment chaud de jouer le titre cette saison, veut aller le plus loin possible dans cette compétition. L'ASO Chlef, où rien ne va plus cette saison en



championnat, a éprouvé, pour sa part, d'énormes difficultés pour éliminer le MB Rouisset aux tirs au but après une égalité parfaite (2-2) à l'issue des prolongations. En revanche, le MC Oran, mal en point en championnat, s'est qualifié facilement au prochain tour après sa large victoire face à l'IRB Hadjar (4-0) grâce, notamment, à un doublé de Benyettou. Le WA Tlemcen, mal en point en championnat, a été mis également en difficultés sur ses bases par la JJ Azzaba (2-1). La surprise de ce tour

est à mettre à l'actif du club de la Ligue 2, le MO Béjaïa, qui a ramené sa qualification de son déplacement dans la capitale des Aurès, en s'imposant contre le CA Batna sur un but de Djabali. Les autres qualifiés de ce palier sont le NA Hussein Dey, l'USM Blida et le CRB Aïn Fakroun. Le championnat amateur sera représenté par deux clubs de la wilaya d'Oum El-Bouaghi, à savoir le l'USM Aïn Beïda et l'AS Aïn M'lila.

M. S.

Résultats

MC Alger - JS Kabylie	0-0 (MCA 8-7 aux tab)
CS Constantine - USM Bel Abbès	5-1
MC Oran - IRB Hadjar	4-0
CA Batna - MO Béjaïa	0-1
JSM Chéraga - Hamra Annaba	1-0
ES Sétif - NRB Touggourt	2-1
NA Hussein Dey - AB Merouana	1-0
MB Rouisset - ASO Chlef	2-2 (ASO 5-4 aux tab)
CR Belouizdad - JSM Béjaïa	1-0
WA Tlemcen - JJ Azzaba	2-1
USM Ain Beïda - IB Mouzaïa	5-1
CC Sig - USM Alger	0-5
USM Blida - CABB Arréridj	2-0
USM Harrach - MCE Eulma	4-2 (après prolongations)
OM Arzew - CRB Ain Fakroun	0-3
ASA M'lila - AS Khroub	0-0 (ASAM 5-4 aux tab).

Les clubs qualifiés par "palier"

Ligue 1 (9) :

MC Alger - CS Constantine - MC Oran - ES Sétif - ASO Chlef - CR Belouizdad - WA Tlemcen - USM Alger - USM Harrach -

Ligue 2 (4) :

MO Bejaïa - NA Hussein-Dey - CRB Ain-Fakroun - USM Blida

Championnat amateurs(3) :

JSM Chéraga - USM Aïn-Beïa - AS Aïn-M'lila.

Le tirage au sort des 1/8es de finale se déroulera au cours du mois de janvier. Les rencontres de ce tour auront lieu les 1er et 2 mars.

EQUIPE NATIONALE

Conférence de presse du sélectionneur nationale jeudi à Sidi Moussa

L'entraîneur de la sélection algérienne de football, Vahid Halilhodzic, animera jeudi matin une conférence de presse au Centre technique national de Sidi Moussa (Alger), a indiqué la Fédération algérienne (FAF) sur son site. Ce rendez-vous avec la presse sera précédé d'une zone mixte avec les joueurs de la sélection algérienne au Centre technique de Sidi Moussa à partir de 10h00. La conférence de presse du "coach Vahid" aura lieu

quelques heures avant le départ des Verts en Afrique du Sud pour participer à la Coupe d'Afrique des nations 2013 (CAN-2013) qui aura lieu entre le 19 janvier et le 10 février. Elle constituera une occasion pour le technicien bosnien de faire le point sur son équipe qui effectuera un stage à Rustenburg (Nord-ouest) et disputera deux matches amicaux, le 12 janvier contre l'Afrique du Sud à Soweto (banlieue de Johannesburg) et un autre contre, probablement, la formation de

Platinum Stars (Div. 1 sud-africaine) à Rustenburg. Cette dernière rencontre n'est pas encore confirmée et en cas de son annulation, elle sera remplacée par un match contre l'équipe de Pretoria University le 16 janvier. Lors de la CAN-2013, l'Algérie évoluera dans le groupe D, domicilié à Rustenburg, en compagnie du Togo, de la Côte d'Ivoire et de la Tunisie. Cette dernière constitue le premier adversaire des Verts, le 22 janvier.

COUPE DU MONDE 2014
(ÉLIMINATOIRES/ 3^e J)

Algérie - Bénin le 23 mars prochain

Le match Algérie-Bénin, comptant pour la 3^e journée des éliminatoires (gr. H) de la Coupe du monde 2014 de football, se jouera le samedi 23 mars, a-t-on appris dimanche auprès de la Fédération algérienne de football (FAF). Cette rencontre qui intervient juste après la 29^e Coupe d'Afrique des nations CAN-2013 en Afrique du Sud (19 janvier - 10 février), à laquelle l'Algérie s'apprête à participer, se jouera probablement au stade Mustapha-Tchaker de Blida. A l'issue de la 2^e journée, l'équipe nationale pointe à la 2^e place au classement du groupe avec 3 points, derrière le Bénin, leader avec 4 points. Lors de la première journée, l'Algérie avait pris le meilleur sur le Rwanda (4-0), avant de s'incliner devant le Mali (2-1), en match disputé à Ouagadougou (Burkina Faso). La Confédération africaine de football (CAF) avait décidé de délocaliser cette rencontre de Bamako en raison de la situation sécuritaire qui a prévalu au Mali.

NA HUSSEIN-DEY

Bouzidi "confiant" pour l'accession du club

Le nouvel entraîneur du NA Hussein-Dey, Youcef Bouzidi, qui a gagné son premier match en coupe d'Algérie, s'est dit dimanche "confiant" quant aux capacités des Sang et Or de la capitale d'accéder en Ligue 1 algérienne de football en fin de saison. "D'après ce que j'ai pu constater lors de mon premier match avec l'équipe (victoire contre l'AB Merouana, vendredi, ndlr), nous avons les capacités d'accéder en Ligue 1. Il suffit juste de renforcer l'effectif par trois ou quatre joueurs dans des postes bien précis", a indiqué à l'APS l'entraîneur du club banlieusard d'Alger. Bouzidi, qui est à son troisième club cette saison après avoir déjà entraîné le Paradou AC et la JSM Skikda (div. amateur), a succédé à Nabil Medjahed, remercié après la défaite à domicile contre le MSP Batna (1-0), lors de la 15^e et dernière journée de la phase aller de la Ligue 2. Il a noté avec "satisfaction" la réaction de ses nouveaux protégés lors de la réception de l'ABM (victoire 1-0) comptant pour les 16^{es} de finale de la coupe d'Algérie. "Cette qualification nous fera beaucoup de bien avant d'entamer la préparation de la deuxième partie de la saison, car elle permet à l'équipe de retrouver le moral après sa précédente défaite en championnat contre le MSPB", a-t-il estimé. Le NAHD, relégué la saison dernière, occupe la sixième position à l'issue de la première partie du championnat. Il reste néanmoins en course pour l'un des trois tickets donnant accès en Ligue 1, étant donné qu'il compte 24 points, distancé seulement de deux unités par le troisième au classement, l'ES Mostaganem. "La phase retour sera très difficile, vu qu'ils sont au moins six clubs à se disputer les trois premières places. Si on arrive à se renforcer par quelques bonnes recrues, on aura notre mot à dire dans la course à l'accession", a encore assuré Bouzidi. Le technicien algérois préfère toutefois entourer de la discrétion la plus totale ses démarches envers les joueurs qu'il souhaite engager à l'occasion du mercato hivernal, dont la clôture est fixée pour le 15 janvier, "afin d'assurer la réussite de l'opération de recrutement", a-t-il argumenté.

Cuisine

Coulis de tomates aux œufs



Ingrédients :
500 g de tomate
1 gousse d'ail, 2,5cl d'huile
8 œufs, piment doux
Gingembre, persil
Cannelle, sel, poivre

Préparation :
Mettre en place le poste de travail.
Laver les tomates et les couper en deux. Passer à la moulinette.
Faire cuire avec l'ail et la cannelle pendant 45min.
Ajouter alors deux morceaux de sucre.
Verser le coulis dans un plat allant sur le feu très chaud.
Casser les oeufs un par un.
Laisser cuire à feu très.

Œufs en neige à la crème anglaise au chocolat



Ingrédients :
3 œufs
75 g de sucre
30 cl de lait
Une gousse de vanille
9 carrés de chocolat
1 pincé de sel

Préparation :
Faire chauffer le lait avec 3 carrés de chocolat et la gousse de vanilles.
Casser les œufs, séparer les blancs des jaunes.
Fouetter les jaunes d'oeufs en y ajoutant 50 g de sucre.
Mélanger le lait avec les jaunes d'œufs.
Mettre à cuire à feu doux le lait incorporé avec les jaunes d'œufs
Battre les blancs d'œufs.
Quand les blancs d'œufs sont pris, incorporer les 25 g de sucre restant.
Mettre les blancs d'œufs 20 secondes au micro onde.
Mettre la crème anglaise au fond du récipient.
Faire une boule de blanc d'œufs et la glisser dans la crème.

Etre belle c'est facile, à condition que l'on s'en occupe. Dans notre alimentation quotidienne, veillez tout particulièrement à l'apport en nutriments essentiels, indispensables à votre peau et à vos cheveux.

Le carotène pour se protéger du soleil

Si vous avez la peau claire, il faut bien vous protéger à l'aide de caroténoïdes. On les trouve dans les légumes verts ou oranges : carotte, épinard, courgette, papaye, chou vert, tomate, persil, avocat, pêche et abricot. Une carence en carotène se traduit par de petits défauts : ongles striés, cheveux cassants, peau sèche, calleuse, impure, et yeux ternes. D'autres nutriments essentiels, notamment les vitamines C et E, ainsi que le sélénium, aident aussi la peau à rester jeune.

La vitamine C prévient la cellulite

L'une des taches essentielles de la vitamine C est de combiner les structures fibreuses des protéines pour former le collagène, substance pratiquement indestructible.



Sans vitamine C, pas de tissu conjonctif, pas de peau veloutée et, au contraire, des rides et de la cellulite. Les multiples ridules sur la lèvre supérieure des grands fumeurs sont liées à la rupture du collagène, car l'essentiel de la vitamine C est monopolisé pour filtrer les goudrons et nicotine.

Votre assiette beauté

Elle devra comprendre les fruits et légumes suivants : myrtilles, poivrons rouges, fenouils, fraises et choux.

La vitamine E garde la peau jeune

La vitamine E arrête le vieillissement précoce de la peau, par la lumière. Les UV pénètrent profondément dans la peau le tissu conjonctif perd alors de son élasticité et parvient à peine à stocker l'eau : la peau se ride. Pour remédier à ce problème, une ingestion de vitamine E ou même l'application externe par les crèmes s'avère nécessaire.

Vitamine B6 et zinc, un cocktail de beauté

Pour synthétiser les structures protéiques, le corps a, en effet, besoin de ces deux éléments. En cas de carence de l'un ou de l'autre de ces nutriments essentiels, les ongles sont cassants, la cicatrisation est difficile, les cheveux sont ternes et peuvent tomber. Une carence en vitamine B6 touche surtout la peau, avec les rides.

Principales sources de vitamine B6 : volaille, avocat, céréales.

ASTROLOGIE ET ALIMENTATION

Votre horoscope gastronomique

L'horoscope est très populaire. En effet, bon nombre de personnes s'y réfèrent pour se connaître. Mais sacher que cela n'a rien de scientifique. Cependant, rien ne nous empêche à l'occasion de nous amuser un peu !

Bélier

De nature, le Bélier est toujours pressé. Par conséquent, il préfère la nourriture qui se prépare et se mange rapidement. Très souvent, il se contente d'un simple sandwich et autre aliment rapide. Signe de feu, le Bélier est un expert dans l'art de la cuisson au barbecue et de la fondue.

Taureau

Le Taureau est très sensible aux saveurs, textures et couleurs de ses aliments, ce qui en fait un excellent cuisinier. Signe de terre, il préfère la cuisine traditionnelle faite à partir d'aliments naturels. Le Taureau est un «petit gourmand», ce qui l'oblige à faire constamment attention à sa ligne.

Gémeaux

Le Gémeaux est si passionné par ce qu'il fait qu'il oublie souvent de manger. Signe d'air, il ne peut se tenir en place et



cela explique très bien pourquoi il a horreur des plats qui nécessitent de longues périodes de préparation et de cuisson. Mais lorsqu'il cuisine, il le fait avec beaucoup de goût et de passion.

Cancer

Le Cancer est très intéressé par tout ce qui touche l'alimentation. Notons que de nombreux chefs et cuisiniers sont nés sous ce signe. Les plats qu'il cuisine sont toujours délicieux et savoureux. Il apprécie surtout la cuisine traditionnelle et familiale. Signe d'eau, il aime particulièrement les poissons et les fruits de mer.

Lion

Le Lion a un goût extrême pour la nourriture raffinée. Lorsqu'il cuisine, il ne fait jamais rien à moitié ; au contraire, ses ingrédients et ses aliments sont toujours de première qualité. Signe de feu, le lion a un métabolisme beaucoup plus élevé que les autres signes, ce qui le rend moins propice à la prise de poids.

Vierge

Le Vierge tient à tout prix à connaître tous les composants de ses produits alimentaires. Dans ses choix d'aliments, il demeure très difficile. Malgré son côté économe, il n'hésite pas à choisir des ingrédients de première qualité. Signe de terre, le Vierge est plus souvent - que tout autre signe - végétarien.

Trucs et astuces

Panne de cirage



vous êtes en panne de cirage, servez-vous d'une crème après soleil. Vos chaussures en cuir brilleront comme si elles étaient neuves.

Lacets qui tiennent bien



Le double nœud de vos sandales ne tenant pas toute la journée, Humidifiez les lacets de chaussures avec une éponge avant de les nouer et vous n'aurez plus à vous rebaisser !

Glaçons, testeur de température

Le moyen le plus sûr d'être au courant d'une coupure d'électricité dont vos surgelés en votre absence, c'est de placer un glaçon à l'envers dans une pochette en plastique transparente. S'il a fondu, le contenu de votre congélateur a été altéré. C'est un indicateur parfait.

Entretenir un ventilateur



Les pales de votre ventilateur ont besoin d'un dégrassage ? Après le nettoyage, appliquez une cire pour les meubles. La poussière collera et elles seront plus faciles à nettoyer la prochaine fois.

Page animée par Ourida Aït Ali

S'énerver plus pour vivre plus

Manifester son mécontentement permettrait de vivre plus longtemps. Ce sont les conclusions étonnantes d'une étude allemande qui montre que ceux qui intériorisent leurs émotions ont davantage de risques de développer un cancer ou de souffrir d'hypertension...

Certains gardent leur calme quand d'autres se font entendre dès que le moindre désagrément les perturbe. Ceux-là détiendraient l'une des clés de la longévité. C'est du moins ce que montre une méta-analyse menée par deux chercheurs de l'université d'Iéna, en Allemagne.

La santé passe aussi par l'humeur
Le comportement influe sur la santé. En effet, les émotions s'expriment par un certain nombre d'hormones qui affectent la physiologie de l'organisme. Ainsi, l'anxieux de nature, à coup d'adrénaline et surtout de glucocorticoïdes, va abaisser son immunité et augmenter les risques de tomber malade.
Qu'en est-il de celui de réprimer sa colère ? La question a interpellé des scientifiques allemands qui ont fouillé dans les archives pour ressortir 22 études sur le sujet. Leurs conclusions, présentées dans le journal *Health Psychologies*, révèlent qu'il est meilleur pour la santé physique et morale de dire tout ce que l'on a sur le cœur !
L'étude : des répresseurs qui se font mal au cœur
À travers l'étude de 6.775 patients, les auteurs ont observé l'évolution de certains paramètres physiologiques dans une situation stressante, en fonction du tempérament de la personne. Les « répresseurs », comme les appelait Freud, ceux qui gardent leurs émotions négatives pour eux, voyaient leur rythme cardiaque s'emballer.

Manifester sa colère, ça a du bon pour la santé. On évite à son cœur de monter en régime, limitant les risques d'hypertension artérielle et de cancer. Ils essaient de camoufler au mieux les signes attestant



de la peur et se mettent sur la défensive. Plusieurs paramètres objectifs révèlent malgré tout leur anxiété. Ils souhaitent tout contrôler, aussi bien eux-mêmes que leur environnement.
À long terme, une telle situation favorise le développement de certaines maladies, surtout l'hypertension et, moins prévisible, le cancer. En revanche, les personnes qui arrivent à donner de la voix en situation crispante s'avèrent plus à risque de déclencher des maladies coronariennes. Aucune différence n'a été constatée pour

les autres maladies cardiovasculaires, les attaques cardiaques ou l'asthme.
L'espérance de vie expliquée par la colère
Pour les auteurs, c'est peut-être l'explication au fait qu'Espagnols et Italiens, réputés pour leur sang chaud, vivent en moyenne deux années de plus que les Britanniques, dont le flegme n'est pas qu'une légende. Un peu léger comme explication dans la mesure où l'espérance de vie ne tient pas qu'à un coup de gueule.

L'alimentation, pour laquelle les pays latins sont bien plus réputés, y joue beaucoup, et les taux d'obésité, à l'origine de nombreux troubles cardiovasculaires, sont beaucoup plus élevés sur l'île de Sa Majesté. Que tous les introvertis se rassurent quand même : leur comportement ne leur joue pas que des vilains tours. Si la moindre petite épreuve les secoue beaucoup, le retour à la sécurité est bien mieux vécu. Tout va bien quand on a le contrôle...

Grande barrière de corail : une plaque sous-marine au bord de l'effondrement

Selon des scientifiques, une immense plaque sous-marine située près de la Grande barrière de corail, au large de l'Australie, est au bord de l'effondrement. Lorsqu'elle cédera, il y a fort à parier qu'un tsunami déferle sur les îles voisines.
Des géologues marins australiens de l'université James Cook ont cartographié les endroits les plus profonds et les plus inaccessibles de la Grande Barrière de corail, au large des côtes australiennes. Grâce à une technologie en 3D, ils ont réussi à découvrir des dizaines de canyons sous-marins. Ils ont notamment repéré, perchée sur le plateau continental, une plaque d'environ 1 kilomètre cube, reste d'un très ancien

glissement de terrain sous-marin. "Les glissements de terrain sous-marins sont un phénomène géologique connu et bien documenté mais nous ne savions pas s'il y en avait près de la Barrière de corail", a indiqué à l'AFP le géologue Robin Beaman. C'est pourquoi les chercheurs ont lancé leur investigation près des côtes australiennes qui a permis de révéler que la plaque dénichée était au bord de l'effondrement.
"Nous avons trouvé ce bloc énorme, qui ressort. Il est posé en haut d'un canyon sous-marin, il va vers la pente et il est au début du processus d'effondrement", a-t-il précisé. Pour l'heure, personne ne peut

prévoir quand ce bloc cédera. Peut-être cela arrivera-t-il "demain" ou dans des dizaines d'années, "mais il est important de savoir que c'est là", a indiqué le scientifique. "Il est absolument certain que cela va s'effondrer et lorsque ça tombera, ce sera une chute d'un kilomètre dans le bassin au-dessous".
Le géologue souligne ainsi que cette chute "provoquera un tsunami localisé qui affectera la côte de l'Etat du Queensland, à environ 70 km de là". Bien qu'il ne veuille pas inquiéter la population, "nous devons savoir que c'est là et ce qui se passera quand ça tombera", tient à préciser le chercheur.



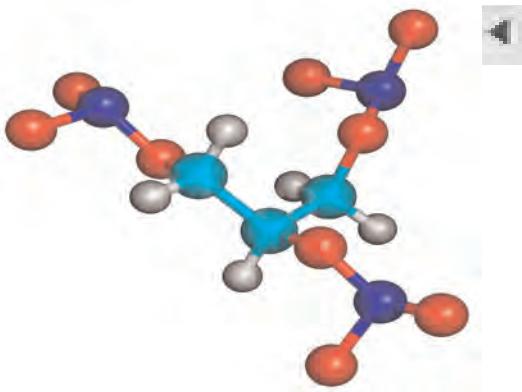
L'encyclopédie

DES INVENTIONS

NITROGLYCÉRINE

-Inventeur : Ascanio Sobrero -Date : 1847 -Lieu : Italie

Ascanio Sobrero produisit de la nitroglycérine en versant goutte à goutte un demi-volume de glycérine dans un mélange d'un volume d'acide nitrique et de deux volumes d'acide sulfurique.



Emma Stone

dévastée par son premier chagrin d'amour !

Emma Stone est revenue sur son tout premier chagrin d'amour, alors qu'elle n'avait que 14 ans : "Je me souviens que je rampais par terre. Je n'avais jamais rien ressenti de tel. C'était tellement viscéral ! C'était comme si on m'avait tuée et que je devais survivre et regarder ma mort. C'était horrible."



Shy'm

dans le jury de Danse avec les stars

Shy'm va revenir sur le plateau de Danse avec les stars. Pas en tant que danseuse mais dans le jury, si l'on en croît les informations d'Europe 1. En effet, la grossesse d'Alessandra Martines l'empêchera de tenir son rôle et c'est la jolie chanteuse qui aurait été choisie pour rejoindre Jean-Marc Généreux et Chris Marques.

Madonna



elle annule ses concerts en Australie

La Madone a annoncé qu'elle annulait sa tournée en Australie pour passer plus de temps avec ses enfants, notamment Lourdes qui devrait bientôt quitter le nid. Pour s'excuser auprès de ses fans australiens.!

Horaires des prières pour Alger et ses environs	
Fadjr	06h20
Dohr	12h52
Asr	15h24
Maghreb	17h47
Icha	19h12

La Grande Mosquée de Paris renoue avec sa campagne hivernale en faveur des démunis



La Grande Mosquée de Paris a renoué avec sa campagne hivernale en faveur des démunis auxquels des repas chauds seront distribués de décembre 2012 à fin mars 2013, avec une moyenne de 250 couverts offerts quotidiennement à des personnes dans le besoin, a-t-on appris samedi auprès du responsable des moyens généraux de la Mosquée, Zoubir Salhi.

Même si la rigueur de l'hiver n'a pas encore commencé à se faire sentir dans la capitale française, une chaîne humaine interminable se forme dès 16 heures au fond de la cour principale de la Mosquée, attendant l'ouverture du service assuré quotidiennement sauf le mercredi, dès 17h30 par deux bénévoles, cinq agents pris en charge par des pensions de l'Etat et deux cuisinières dont une supportée financièrement par la GMP. Emmitouflé dans un couvre-vent, Mohand (73 ans) se présente comme un habitué des lieux. *"En pareille période, je me restaure le soir à la Mosquée de Paris, un lieu sûr pour moi où j'ai même fini par former un groupe d'amis"*, a confié le septuagénaire dont la vie est partagée entre la France et l'Algérie. Retraité des travaux publics, il dit mettre à profit sa présence périodique à Paris pour *"vivre à moindre frais"* dans un pays où il a immigré, en quittant sa ville natale en Kabylie, depuis quarante ans.

Abdellah, un jeune Tunisien de 49 ans, ne tarit pas d'éloges sur l'action caritative de la GMP. *"Je travaillais depuis 1984 comme agent de manutention dans un aéroport italien avant d'être licencié pour indiscipline. Sans ressource, j'ai rejoint la France il y a une année sans y trouver un job"*, a-t-il dit, se félicitant de *"l'ambiance conviviale"* qui singularise l'initiative de la Mosquée.

Salah a, lui aussi, fui l'Espagne où, a-t-il dit, la crise a botté hors de son territoire des centaines de jeunes Algériens de sa génération.

"J'y est passé onze ans de ma vie. Mes papiers sont en règle, mais le chômage est tel que la plupart des gens comme moi se roulent les pouces", a indiqué le quadragénaire qui a rallié Paris il y a un mois en quête de travail.

Même avec un léger retard dans le démarrage de la campagne, le 3 décembre (date initiale fixée au 1er décembre), la GMP a renoué avec cette campagne, désormais ancrée dans ses traditions.

Pour cette 26^e édition, M. Salhi se réjouit qu'elle ait été entamée dans *"l'aisance financière"*.

"Contrairement aux deux éditions précédentes, cette campagne a eu l'assentiment de la Direction régionale et interdépartementale de l'habitat et du logement, et le renouvellement de confiance de la part de la Ville de Paris", a-t-il fait savoir, précisant que les apports des deux partenaires sont respectivement de 30.000 et près de 45.000 euros.

A cela s'ajoutent les dons en nature des fidèles. *"Ces dons (produits alimentaires, viande fraîche etc) sont assez conséquents, mais non chiffrés"*, a indiqué M. Salhi, signalant que le coût de la présente campagne est globalement estimé à 150.000 euros (période du Ramadhan 2013 comprise) dont les 2/3 sont à la charge de la GMP. La Mosquée de Paris est le seul établissement de culte musulman en France à organiser des campagnes de solidarité envers les démunis en période hivernale.

«Nous en sommes fiers, même si les moyens ne nous permettent pas une plus large couverture des besoins exprimés", a confié son responsable des moyens généraux.

Devant s'étaler jusqu'au 20 mars prochain, cette opération destinée aux démunis, indépendamment de leurs origines ou confessions, intervient après celle initiée au mois de Ramadhan, soit une période de couverture de quatre mois.

L'action envers les démunis a été initiée la première fois par Cheikh Abbès, alors recteur de la Mosquée de Paris, en 1986-1987, saison durant laquelle la France a connu un hiver des plus rigoureux. La Mosquée offrait, durant les trois ans qui ont suivi, gîte et nourriture aux démunis. Mais l'irrespect par certains des mesures d'hygiène a contraint la direction de la Mosquée à se contenter d'offrir un repas chaud après avoir constaté une dégradation de certains de ses locaux, a indiqué M. Salhi qui mise sur la concrétisation du projet, vieux de 14 ans, d'exploiter les espaces inutilisés du sous-sol de la GMP prévoyant notamment un réfectoire moderne, des amphithéâtres, des salles de cours et d'expositions ainsi qu'un musée.

BOUMERDÈS Un terroriste abattu à Si Mustapha

Un terroriste de l'ex-GSPC a été mis hors d'état de nuire par des soldats de l'ANP, au cours d'un accrochage violent avec un groupe terroriste armé dans la commune de Si Mustapha à une vingtaine de kilomètres à l'est du chef-lieu de la wilaya de Boumerdès, apprend-on de source sécuritaire. L'accrochage a eu lieu dans la nuit de samedi à 20h30 au lieu dit Halaba, une localité située entre la commune précitée et les monts de Boudhar. Agissant sur information faisant état de la présence d'un important groupe armé dans cette région connue pour être un fief traditionnel des hordes sanguinaires de Droukdel, les éléments de l'armée se sont massivement déployés et tendu une embuscade aux terroristes.

L'échange de coups de feu a duré plusieurs minutes avant que les forces de l'ANP ne réussissent à éliminer l'un d'entre eux, les autres ont pris la fuite. Du côté des forces de l'ANP l'on déplore la mort d'un militaire durant l'accrochage.

Le corps de l'acolyte de Droukdel a été acheminé vers la morgue de l'EPH de Thénia. Selon notre source, il s'agirait d'un élément de l'ex-GSPC considéré comme dangereux ayant pris les maquis, il y a près de quatre ans. Cette élimination intervient moins de 24 heures après celle enregistrée à Baghlia où le dénommé L. Boualem, un terroriste qui avait rejoint les rangs de l'ex-GSPC en 2008, ait été abattu au village Darbounni à Baghlia, à l'extrême-est de Boumerdès.

T. O.

La journée du 1^{er} janvier 2013 chômée et payée

La journée du mardi 1^{er} janvier 2013 sera chômée et payée pour l'ensemble des personnels des institutions et administrations publiques, y compris les personnels payés à l'heure ou à la journée, à l'occasion du Nouvel An, a indiqué dimanche un communiqué de la Fonction

publique. Toutefois, les personnels exerçant en travail posté sont tenus d'assurer la continuité du service, précise le communiqué. Cette disposition intervient conformément à la loi numéro 63-278 du 26 juillet 1963 modifiée et complétée fixant la liste des fêtes légales.

BECHAR, LUTTE ANTISTUPS 7 kg de kif traité et 5.118 comprimés de psychotropes saisis en 2012

Une quantité de 7 kg de kif traité et 5.118 comprimés de psychotropes ont été saisis au cours de l'année 2012 par la Police judiciaire de Béchar, a-t-on appris dimanche auprès de la sûreté de wilaya.

Ces saisies ont été opérées au cours de 114 affaires relatives à la détention et la commercialisation illégales de drogues traitées par les mêmes services, qui ont procédé également à l'arrestation de 135 individus impliqués dans ces affaires et placés en détention préventive par la jus-

tice, a-t-on précisé. En matière de lutte contre l'immigration clandestine, 22 personnes de nationalités étrangères diverses, en situation irrégulière dans la wilaya, ont été arrêtées durant la même période, et présentées à la justice qui a ordonné leur conduite aux frontières, a-t-on ajouté.

S'agissant des accidents de la route, 10 personnes ont trouvé la mort et 238 autres blessées au cours de cette année dans des accidents survenus à travers la wilaya, a fait savoir la cellule de communication de la sûreté de wilaya de Béchar.

CONSTANTINE, REMISE DE GRADES Promotion exceptionnelle de 47 fonctionnaires de police

Quarante-sept fonctionnaires entre cadres et agents du corps de la Sûreté nationale ont été promus, à Constantine, au cours d'une cérémonie de remise de grades organisée dimanche au foyer de la police.

La remise des épaulettes aux nouveaux promus s'inscrit dans le cadre des festivités de célébration de la fête annuelle de la police arabe, a souligné le chef de sûreté de wilaya, Mustapha Bennaini lors d'une allocution prononcée devant les autorités civiles et militaires de la wilaya de Constantine. Sept officiers de police ont été promus au grade de commissaires, deux inspecteurs à celui d'inspecteurs prin-

cipaux et 33 fonctionnaires ont été élevés à des grades de brigadiers-chefs et brigadiers de police. Cette promotion *"exceptionnelle"* a touché 12 femmes fonctionnaires de la sûreté de wilaya, a indiqué M. Bennaini, rappelant que dans la wilaya de Constantine, 409 fonctionnaires de la Sûreté nationale ont été promus à des grades supérieurs durant les années 2011 et 2012. Le chef de sûreté de wilaya a souligné que ces promotions *"méritées"* devraient *"inciter les récipiendaires à fournir davantage d'efforts pour être à la hauteur des défis que la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) s'emploie à relever"*.